

GUIDE

du représentant officiel d'un parti politique autorisé

Financement politique municipal

GUIDE

du représentant officiel
d'un parti politique autorisé

Financement politique municipal

Dans ce document, la forme masculine est utilisée sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Les interprétations exprimées dans ce guide n'ont pas préséance sur les dispositions de la loi et ne visent pas à remplacer le texte officiel de la loi. Lorsqu'il s'agit d'interpréter ou d'appliquer la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, il faut se référer au texte publié par l'Éditeur officiel du Québec, qui peut être consulté à l'adresse suivante : **www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca**

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	1
2. RÔLE ET RESPONSABILITÉS	2
2.1 RÔLE	2
2.2 NOMINATION	2
2.3 DÉMISSION ET REMPLACEMENT	3
2.4 SOMMAIRE DES PRINCIPALES RESPONSABILITÉS.....	4
<i>Gérer le fonds du parti</i>	<i>4</i>
<i>Contrôler les sommes recueillies.....</i>	<i>4</i>
<i>Autoriser et acquitter les dépenses.....</i>	<i>5</i>
<i>Produire le rapport financier annuel</i>	<i>5</i>
<i>Fournir au trésorier de la municipalité et au DGE toute information pour la mise à jour</i> <i>du registre des entités autorisées.</i>	<i>5</i>
2.5 DÉCLARATION DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ D'UN CANDIDAT	5
2.6 RÔLE ET RESPONSABILITÉS DU TRÉSORIER DE VOTRE MUNICIPALITÉ.....	7
3. GÉRER LE FONDS DU PARTI ET CONTRÔLER LES SOMMES RECUEILLIES.....	8
3.1 FONDS DU PARTI	8
<i>Dépôts en circulation</i>	<i>8</i>
<i>Chèques sans provision</i>	<i>8</i>
3.2 CONTRIBUTIONS.....	9
<i>Définition.....</i>	<i>9</i>
<i>Contribution maximale permise par la loi</i>	<i>10</i>
<i>Contribution de 100 \$ ou plus.....</i>	<i>10</i>
<i>Contribution de moins de 100 \$</i>	<i>11</i>
<i>Crédit d'impôt.....</i>	<i>11</i>
<i>Contribution en biens et services</i>	<i>11</i>
<i>3 % des revenus de contributions.....</i>	<i>11</i>
<i>Contribution non conforme</i>	<i>11</i>
<i>Solliciteur</i>	<i>12</i>
<i>Reçu de contribution</i>	<i>12</i>
<i>Contrôle des reçus de contribution</i>	<i>13</i>
<i>Conservation des reçus</i>	<i>13</i>
<i>Temps d'émission gratuit</i>	<i>13</i>
<i>Bien ou service fourni par le parti à l'agent officiel</i>	<i>13</i>
<i>Travail bénévole.....</i>	<i>14</i>
<i>Travail bénévole d'une personne qui ne travaille pas à son compte.....</i>	<i>14</i>
<i>Travail bénévole d'une personne qui travaille à son propre compte</i>	<i>15</i>
3.3 ADHÉSIONS AU PARTI (CARTES DE MEMBRE).....	15
3.4 ACTIVITÉS À CARACTÈRE POLITIQUE.....	15
<i>Païement des dépenses</i>	<i>16</i>
<i>Sommes recueillies</i>	<i>16</i>
<i>Peut-on scinder une activité politique en sous activités?</i>	<i>18</i>
<i>Revenus accessoires</i>	<i>19</i>
3.5 REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES	19
3.6 REMBOURSEMENT DES FRAIS DE VÉRIFICATION	19
3.7 EMPRUNTS ET CAUTIONNEMENTS	20
<i>Marge de crédit.....</i>	<i>20</i>
<i>Taux d'intérêt courant du marché.....</i>	<i>20</i>
<i>Remboursement d'un emprunt.....</i>	<i>21</i>
<i>Païement des intérêts</i>	<i>21</i>
3.8 REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN.....	21
3.9 ALLOCATION À DES PARTIS AUTORISÉS	21

4. AUTORISER ET ACQUITTER LES DÉPENSES.....	22
4.1 PAIEMENT DES DÉPENSES	22
<i>Chèques en circulation</i>	22
4.2 TRANSFERT AU FONDS ÉLECTORAL DE L' AGENT OFFICIEL	22
4.3 PETITE CAISSE	22
5. PRODUIRE LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL.....	24
5.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	24
5.2 CONSERVATION ET ACCÈS AUX DOCUMENTS	25
5.3 DEMANDE DE CORRECTION D'UN RAPPORT.....	25
5.4 ACCESSIBILITÉ.....	25
5.5 DEMANDE D'ENQUÊTE.....	25
5.6 RETRAIT D'AUTORISATION	26
5.7 FOURNIR TOUTE INFORMATION POUR LA MISE À JOUR DU REGISTRE DES ENTITÉS AUTORISÉES.....	26
6. VÉRIFICATEUR DU PARTI.....	28
7. SANCTIONS PÉNALES ET AUTRES.....	30
8. ANNEXES.....	33
ANNEXE I	34
RELEVÉ DE PETITE CAISSE.....	34
ANNEXE II.....	35
DEMANDE DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE VÉRIFICATION	35
ANNEXE III	36
ACTE D'EMPRUNT	36
ANNEXE IV	37
DEMANDE DE CORRECTION DE RAPPORT	37
ANNEXE V	38
DEMANDE D'ENQUÊTE	38
ANNEXE VI.....	39
AVIS DE NOMINATION D'UN VÉRIFICATEUR	39
9. DIRECTIVES.....	40
D-M-4 OUVERTURE D'UN COMPTE DANS UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER.....	41
D-M-5 REÇU DE CONTRIBUTION.....	43
D-M-6 CERTIFICAT DE LA PERSONNE AUTORISÉE À SOLLICITER DES CONTRIBUTIONS ET LISTE DES SOLLICITEURS	49
D-M-7 TENUE DES REGISTRES COMPTABLES	54
D-M-8 RAPPORT FINANCIER D'UN PARTI POLITIQUE AUTORISÉ	59
D-M-9 RAPPORT DU VÉRIFICATEUR (AUDITEUR INDÉPENDANT).....	69
D-M-10 CONTRÔLE DES REÇUS PAR LE REPRÉSENTANT OFFICIEL D'UN PARTI AUTORISÉ	70
D-M-21 VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION AU MOYEN D'UNE CARTE DE CRÉDIT OU D'UN VIREMENT DE FONDS; UTILISATION D'UN SITE WEB ET SIGNATURE ÉLECTRONIQUE ...	73
D-M-26 RAPPORT D'ACTIVITÉS À CARACTÈRE POLITIQUE ET REVENUS ACCESSOIRES	78

PRINCIPAUX CHANGEMENTS (2013)

Le projet de loi n° 26 *Loi modifiant la Loi sur les élections et référendums dans les municipalités* est entré en vigueur le 21 juin 2013. Des modifications en matière de financement politique ont été apportées pour les municipalités de 5 000 habitants ou plus. De plus, certaines directives émises par le Directeur général des élections ont également été modifiées.

Voici les principaux changements apportés :

Contributions :

- Le maximum de contribution annuel permis à un électeur qui veut appuyer un parti politique a été fixé à **300 \$** (ancienne limite de 1 000 \$ applicable jusqu'au 20 juin 2013).
- Un candidat de parti autorisé peut toutefois verser pour le bénéfice de son parti et au cours de l'exercice financier de l'élection, des contributions dont le total n'excède pas **1 000 \$**.

Remboursement des dépenses électorales :

- Le taux de remboursement des dépenses électorales admissibles a été fixé à **70 %** pour les candidats des partis politiques élus ou qui auront obtenu au moins 15 % des votes.

Directives D-M-5 (Reçu de contribution) et D-M-21 (Versement d'une contribution au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds; utilisation d'un site Web et signature électronique) :

Les deux directives ont été modifiées afin d'ajouter, dans les renseignements obligatoires, le nom de l'employeur du donateur au moment du versement de la contribution. Cet ajout est applicable pour toutes les contributions recueillies à partir du 21 juin 2013.

1. INTRODUCTION

L'autorisation de votre parti politique a été accordée par le Directeur général des élections (DGE) et vous avez accepté d'agir comme représentant officiel. À ce titre, vous êtes tenu de respecter certaines règles en matière de financement et de dépenses qui sont édictées au chapitre XIII de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM).

Le présent guide a pour but d'aider le représentant officiel d'un parti politique autorisé à comprendre et à respecter les dispositions de la LERM, qui lui sont applicables. Ce guide est accessible sur le site Web du DGE à l'adresse suivante : www.electionsquebec.qc.ca.

Les interprétations exprimées dans ce guide n'ont pas préséance sur les dispositions de la loi et ne visent pas à remplacer le texte officiel de la loi. Lorsqu'il s'agit d'interpréter ou d'appliquer la LERM, il faut se référer au texte publié par l'Éditeur officiel du Québec, qui peut être consulté à l'adresse suivante : www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca. Les références aux dispositions de la loi sont indiquées, le cas échéant, entre parenthèses.

Toutes les questions sur la façon dont les dispositions du chapitre XIII de la LERM s'appliquent à un représentant officiel d'un parti politique autorisé peuvent être adressées au trésorier de la municipalité ou au DGE en communiquant avec un coordonnateur en financement politique :

Direction du financement des partis
politiques
Édifice René-Lévesque
3460, rue de La Pérade
Québec (Québec) G1X 3Y5

Téléphone :
418 646-8754 (région de Québec)
1 866 225-4087 (sans frais)
Télécopieur : 418 644-9993
Courriel : financement-municipal@dgeq.qc.ca
Site Web : www.electionsquebec.qc.ca



Les règles décrites dans ce guide s'appliquent aux seules municipalités de 5 000 habitants ou plus ou à toute municipalité de moins de 5 000 habitants qui a déjà été assujettie au chapitre XIII de la LERM.

2. RÔLE ET RESPONSABILITÉS

Tout parti politique qui désire solliciter ou recueillir des contributions, effectuer des dépenses ou contracter des emprunts, doit être titulaire d'une autorisation du DGE accordée suivant la section III du chapitre XIII de la LERM. Une demande d'autorisation peut être obtenue en tout temps.

2.1 Rôle

(Art. 364 et 382)

Pour un parti politique autorisé, le représentant officiel agit également à titre d'agent officiel, à l'occasion d'une période électorale, à moins que le chef du parti ne désigne par écrit une autre personne. Brièvement, le représentant officiel est responsable du financement et des dépenses faites en dehors de la période électorale ainsi que de la production du rapport financier annuel. L'agent officiel est responsable, quant à lui, des dépenses électorales et de la production du rapport de dépenses électorales. Pour en connaître davantage sur le rôle et les responsabilités d'un agent officiel d'un parti, vous pouvez consulter le « Guide de l'agent officiel d'un parti politique autorisé ».



La période électorale commence le 44^e jour précédant celui fixé pour le scrutin et se termine le jour du scrutin à l'heure de fermeture des bureaux de vote.

2.2 Nomination

(Art. 380 à 384 et 397)

Dans le cadre de sa demande d'autorisation, le chef du parti doit désigner une personne qui agira comme représentant officiel (art. 397(5)).

Le représentant officiel doit contresigner cette demande, ce qui tient lieu de consentement à sa nomination. En période électorale, celui-ci agira d'office comme agent officiel du parti à moins que le chef ne désigne par écrit une autre personne. Le cas échéant, cette personne doit confirmer par écrit au trésorier de la municipalité et au DGE qu'elle accepte cette fonction d'agent officiel.

Le chef d'un parti politique autorisé peut aussi nommer un délégué de son représentant officiel pour chaque district électoral. L'acte de nomination d'un tel délégué doit être produit au trésorier de la municipalité et au DGE.

Tout employeur doit, sur demande écrite, accorder un congé sans rémunération à un employé qui agit comme agent officiel d'un parti (art. 349).

Ne peut être représentant officiel ou délégué de celui-ci, la personne qui (art. 383) :

- n'est pas un électeur de la municipalité;
- est un candidat à un poste de membre du conseil de la municipalité à l'exception du candidat indépendant autorisé qui se désigne lui-même agent et représentant officiel;
- est le chef d'un parti exerçant ses activités sur le territoire de la municipalité;
- est un membre du personnel électoral de la municipalité ou l'employé d'un tel membre;
- est un fonctionnaire ou un employé de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci;
- est le directeur général des élections ou un membre de son personnel;
- est déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse au sens de l'article 645 de la LERM, de l'article 223.1 de la *Loi sur les élections scolaires*, ou de l'article 567 de la *Loi électorale*. L'inhabilité dure 5 ans à compter du jour où le jugement de culpabilité est passé en force de chose jugée.

2.3 Démission et remplacement

(Art. 386, 387, 392 et 487)

Le représentant officiel d'un parti politique autorisé ou tout délégué qui constate qu'une condition mentionnée précédemment n'est pas respectée doit démissionner sur-le-champ. Le représentant officiel ou tout délégué peut également démissionner pour toute autre raison, en avisant par écrit le chef du parti et en indiquant la date de sa démission. Une copie de cet avis doit être transmise au trésorier de la municipalité et au DGE (art. 386) au soin de la Direction du financement des partis politiques.

Le représentant officiel qui cesse d'exercer ses fonctions doit produire au chef du parti, dans les 60 jours qui suivent sa démission, un rapport financier couvrant la période pendant laquelle il a exercé ses fonctions et qui n'est pas couverte par un rapport antérieur. Ce rapport doit être accompagné des copies des reçus de contribution délivrés au cours de cette période. En outre, il doit remettre avec ce rapport toutes les copies des reçus de contribution non utilisés ou abîmés de même que toute documentation relative aux affaires courantes du parti.

La démission du représentant officiel ne le dispense pas de transmettre tout rapport financier antérieur qu'il n'aurait pas transmis, à moins qu'il ne soit produit par le remplaçant.

Lorsqu'un parti politique n'a plus de représentant officiel, un autre doit être désigné dans un délai de 30 jours. Le trésorier et le DGE doivent en être avisés par écrit.

2.4 Sommaire des principales responsabilités

Gérer le fonds du parti

- ouvrir, dans un établissement financier ayant une succursale au Québec, un compte avec relevé mensuel et retour de chèques recto verso. Dès l'ouverture du compte, s'assurer de recevoir les chèques recto verso (originaux ou numérisés). L'ouverture d'un compte avec service en ligne vous permet à la fin de chaque mois de consulter vos chèques encaissés et de les imprimer pour votre dossier;
- contrôler et encaisser les contributions et tout autre revenu;
- encaisser les remboursements de dépenses électorales;
- encaisser les remboursements des frais de vérification du rapport financier annuel, s'il y a lieu;
- contracter des emprunts et les constater par écrit (annexe III);
- transférer les sommes requises dans le fonds électoral de l'agent officiel;
- recevoir les sommes qui demeurent et les biens détenus dans le fonds électoral de l'agent officiel;
- payer, le cas échéant, une réclamation faite au trésorier pour laquelle aucun montant n'avait été prévu par l'agent officiel;
- payer, le cas échéant, les réclamations de dépenses électorales qui avaient été contestées par l'agent officiel.

Contrôler les sommes recueillies

- nommer, le cas échéant, par écrit, des sollicitateurs et en tenir une liste à jour;
- solliciter, recueillir et encaisser les contributions;
- s'assurer que des reçus de contribution soient remis aux donateurs pour chaque contribution et que la case intitulée « Déclaration signée par l'électeur ou l'électrice » est signée par le donateur;
- s'assurer de la conformité des contributions recueillies;
- conserver une copie des chèques de contribution recueillis avant de les déposer;
- s'assurer du contrôle des reçus de contribution et procéder à une conciliation de ceux-ci;
- remettre au trésorier de la municipalité, et ce, à chaque trimestre, soit en janvier, avril, juillet et octobre, la copie des reçus du trésorier et celle du DGE;
- encaisser les sommes recueillies à l'occasion d'activités à caractère politique;
- s'assurer que les revenus d'activité politique recueillis, sans remettre de reçu de contribution, ne dépassent pas 3 % du total des contributions recueillies durant l'année. L'excédent du 3 % devra être remis au trésorier de la municipalité, le cas échéant;
- retourner aux donateurs, ou au trésorier, le cas échéant, les contributions non conformes.

Autoriser et acquitter les dépenses

- autoriser toutes les dépenses du parti à l'exception des dépenses électorales;
- acquitter les factures dans les six mois de leur réception;
- payer les frais de vérification du rapport financier annuel;
- payer au moins annuellement les intérêts dus sur les emprunts;
- agir à titre d'agent officiel du parti, le cas échéant;
- informer ou facturer l'agent officiel du parti pour tout bien ou service utilisé pendant la période électorale;
- administrer la petite caisse.

Produire le rapport financier annuel

- respecter les délais fixés (au plus tard le 1^{er} avril de chaque année);
- signer le bilan du rapport financier;
- s'assurer que le rapport financier dont les recettes¹ recueillies excèdent 5 000 \$ est accompagné du rapport du vérificateur dûment signé par celui-ci et des sections qui en font partie intégrante; (c'est uniquement dans cette situation que le rapport du vérificateur est exigé par la loi).
- produire le rapport financier de fermeture, le cas échéant;
- tenir des registres comptables adéquats afin de faciliter la préparation du rapport financier annuel. À cet égard, vous devez vous référer à la directive D-M-7. Une application informatique RCM (Registre comptable municipal) a été développée par le DGE. Pour de l'information, communiquez avec la Direction du financement des partis politiques du DGE.

Fournir au trésorier de la municipalité et au DGE toute information pour la mise à jour du Registre des entités politiques autorisées au Québec

2.5 Déclaration des dépenses de publicité d'un candidat

L'article 162.1 de la LERM prévoit que la déclaration de candidature doit indiquer le montant total des dépenses de publicité que le représentant officiel du parti a faites et qu'il a également utilisées pendant la période commençant le 1^{er} janvier de l'année des élections générales et se terminant le jour où débute la période électorale.

Dans le cas d'une élection partielle, le 1^{er} janvier est remplacé par le jour où le siège devient vacant.

Lorsque le montant excède 1 000 \$, la déclaration de candidature doit détailler ces dépenses de publicité. Ainsi, vous devez fournir cette information aux

¹ Les recettes recueillies sont les produits provenant d'opérations d'exploitation comptabilisés selon une comptabilité d'exercice (ex. : contributions, remboursement de dépenses électorales et frais de vérification), et les rentrées de fonds découlant des opérations hors exploitation (ex. : emprunts).

candidats de votre parti afin que ceux-ci puissent en faire état dans leur déclaration de candidature. Lorsqu'il s'agit d'une dépense commune de publicité, vous devez calculer la part attribuable à chacun des candidats.

Par ailleurs, dans le cas d'une dépense de publicité faite pour un bien ou un service utilisé à la fois avant et pendant cette période, elle doit être calculée au prorata de la fréquence d'utilisation pendant cette période par rapport à cette fréquence avant et pendant celle-ci.

Comment s'y prendre pour bien comptabiliser les dépenses de publicité? :

Les dépenses de publicité que le candidat doit détailler dans la déclaration de candidature, sont celles ayant trait à l'élection, quel que soit le support utilisé. Il peut s'agir d'une dépense pour une publicité à la radio, à la télévision, dans les journaux, au moyen d'imprimés ou tout autre support ou technologie de l'information (dépliants, affiches, panneaux, macarons, site Internet, etc.). Sont inclus tous les frais engagés pour : la conception, la réalisation, la production, la diffusion et la distribution du matériel publicitaire.

Exception : une dépense concernant l'annonce de la tenue d'une assemblée pour le choix d'un candidat, à la condition que cette annonce ne comprenne que la date, l'heure et le lieu de l'assemblée, le nom et le symbole visuel du parti et le nom des personnes en lice.

Le représentant officiel du parti doit remettre à chacun des candidats la part des dépenses de publicité qu'il a engagées pour chacun, de façon individuelle ou commune. Pour les dépenses de publicité communes, toutes les possibilités sont permises en autant que l'on retrouve l'ensemble des dépenses.

Voici quelques exemples de répartition des dépenses :

- au prorata de la limite de ses dépenses électorales, si elle est connue;
- 50 % pour le candidat à la mairie et 50 % pour les autres postes;
- à part égale.

Exemple de répartition :

Un parti politique qui présente sept candidats et qui installe des panneaux publicitaires dix jours avant la période électorale de 45 jours et le coût de ces panneaux totalise 7 000 \$. Le montant de la dépense de publicité à inscrire à la déclaration de candidature est de 1 272,73 \$.

En supposant que le parti choisit la répartition (50-50), le montant de la dépense de publicité à inscrire pour le candidat au poste de maire est de 636,37 \$ et celui pour chacun des candidats aux postes de conseiller est de 106,06 \$.

2.6 Rôle et responsabilités du trésorier de votre municipalité

Le trésorier a pour rôle de seconder le DGE dans l'application du chapitre XIII de la loi. Lorsque le trésorier agit en application de ce chapitre, il est sous l'autorité unique du Directeur général des élections (art. 476).

Il doit notamment :


- Afficher et tenir à jour la liste des agents officiels des partis et des candidats indépendants autorisés et, le cas échéant, celles des adjoints des agents officiels des partis (art. 394) ainsi que la limite de dépenses électorales permise pour chaque poste électif;
- Afficher le calendrier des formations tenues par le DGE;
- Calculer l'évaluation des limites de dépenses électorales et en transmettre une copie à tous les agents officiels (préliminaire et finale);
- Recevoir, à tous les trois mois, les copies du trésorier et du DGE des reçus de contribution émis par le représentant officiel d'un parti politique autorisé pendant cette période (art. 483);
- Transmettre au DGE, à tous les trois mois, les copies des reçus de contribution obtenues;
- Recevoir les rapports financiers annuels des partis politiques et les rapports d'activités à caractère politique;
- Recevoir et vérifier les rapports de dépenses électorales des partis politiques;
- Rembourser au parti, lorsque le rapport financier doit être vérifié, sur le fonds général de la municipalité, une partie des frais de vérification du rapport financier du parti (art. 490);
- Publier, dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité, un sommaire des rapports de dépenses électorales (art. 499);
- Effectuer en conformité avec la loi et avec l'accord du DGE, le remboursement des dépenses électorales aux partis politiques qui y ont droit (art. 475);
- Émettre les avis pour défaut de produire un rapport dans les délais fixés aux personnes concernées (art. 64 et 502 à 504);
- Transmettre au DGE copie de tout rapport financier et rapports d'activités et sur demande, copie de tout rapport de dépenses électorales qu'il a reçus (art. 500);
- Produire et déposer devant le conseil municipal, le cas échéant, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année un rapport de ses activités prévues au chapitre XIII de la loi pour l'exercice financier précédent. Il doit également en transmettre une copie au DGE (art. 513).

3. GÉRER LE FONDS DU PARTI ET CONTRÔLER LES SOMMES RECUEILLIES

3.1 Fonds du parti

(Art. 432, 435, 439 et 480)

Le représentant officiel est responsable de toutes les sommes recueillies pour le parti. Il doit donc s'assurer que seules les sommes recueillies conformément à la loi sont déposées dans un compte ouvert au nom du parti dans une succursale québécoise d'un établissement financier. Tout déboursé pour une dépense du parti, autre qu'une dépense électorale, doit être fait à même ce compte.

 La directive D-M-4 de ce guide renferme les renseignements nécessaires à l'ouverture d'un compte. Ce compte ouvert par le représentant officiel ne peut être utilisé par l'agent officiel, même si vous agissez à ce titre. Le compte de l'agent officiel est obligatoirement différent et distinct de celui du représentant officiel.

Les fonds d'un parti politique peuvent être constitués de contributions d'électeurs, de frais d'adhésion (cartes de membre), d'emprunts, de sommes recueillies lors d'activités ou de manifestations à caractère politique, de revenus accessoires et, le cas échéant, du remboursement des dépenses électorales, du remboursement des frais de vérification du rapport financier annuel, du remboursement des dépenses de recherche et de soutien (municipalités de 50 000 habitants ou plus) et du versement d'une allocation (Ville de Montréal et Ville de Québec).

Dépôt en circulation

Toute somme reçue avant la fin de l'année financière, soit le 31 décembre, doit être enregistrée et inscrite à votre rapport financier, même si cette somme est déposée l'année suivante dans le compte ouvert au nom du parti.

Exemple :

Vous avez reçu le 29 décembre, comme contribution, un chèque de 300 \$ (daté du 22 décembre 20XX et déposé le 5 janvier 20YY). Ce montant doit apparaître au rapport financier de l'année 20XX).

Chèques sans provision

Un chèque a été reçu et déposé. S'il est par la suite retourné par votre établissement financier avec la mention « provision insuffisante », vous devez déduire ce montant du total de vos contributions. Par ailleurs, les frais payés à l'établissement financier seront inclus dans vos dépenses.

Exemple :

Un électeur vous a donné un chèque de 100 \$ qui a été déposé avec toutes les autres contributions. Le chèque vous est retourné pour insuffisance de fonds dans le compte de l'électeur et votre établissement financier vous demande des frais de 10 \$.

Vous devez donc déduire 100 \$ du total de vos contributions et ajouter 10 \$ à vos dépenses dans les sorties de fonds.


3.2 Contributions

(Art. 47, 401, 427, 429, 430, 433, 439, 454, 458 et 498)

Définition

Par contribution, on entend les dons en argent à un parti ou à un candidat indépendant autorisé, les services qui lui sont rendus et les biens qui lui sont fournis à titre gratuit, à des fins politiques (art. 427(1) et (2)).

Est également considéré comme une contribution, la somme, le bien ou le service fourni par le candidat lui-même en vue de son élection, sauf la somme qui sert à payer une dépense pour son transport ou pour ses autres dépenses personnelles qui ne font pas l'objet d'un remboursement et qui ne comprennent les frais d'aucune publicité (art. 427 (3) et 454).

 Seul un électeur de la municipalité peut faire une contribution en faveur d'un parti ou d'un candidat indépendant titulaire d'une autorisation pour cette municipalité. La contribution est faite par l'électeur lui-même et sur ses propres biens, sauf dans le cas de la fourniture d'un service. De plus, cette contribution doit être faite volontairement, sans compensation ni contrepartie et elle ne peut faire ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement (art. 429 et 430).

Est un électeur de la municipalité toute personne majeure et de citoyenneté canadienne qui n'est ni en curatelle, ni déclarée coupable d'une infraction qui constitue une manœuvre électorale frauduleuse et qui remplit une des deux conditions suivantes (art. 47) :


1. être domiciliée sur le territoire de la municipalité et, depuis au moins six mois, au Québec;
2. être depuis au moins 12 mois, le propriétaire d'un immeuble ou l'occupant d'un établissement d'entreprise, au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale*, situé sur le territoire de la municipalité.

Dans le cas de copropriétaires ou de cooccupants d'un immeuble, seul le copropriétaire ou le cooccupant désigné a le droit d'être inscrit sur la liste électorale mais tous ont le droit de contribuer au financement des partis politiques et des candidats indépendants autorisés à même leurs propres biens.

Les contributions ne peuvent être faites qu'au représentant officiel ou à tout délégué nommé par le chef du parti ainsi qu'aux personnes désignées par écrit par le représentant officiel (solliciteurs). Elles doivent être déposées dans le compte ouvert par le représentant officiel.

Contribution maximale permise par la loi

(Art. 431)

 Le total des contributions, en argent et en biens et services, ne peut dépasser, au cours d'un même exercice financier (année civile), pour un même électeur, la somme de 300 \$ à chacun des partis et à chacun des candidats indépendants autorisés.

Cependant, la loi prévoit qu'un candidat d'un parti autorisé pourra verser au cours de l'exercice financier de l'élection, pour le bénéfice du parti pour lequel il est candidat, des contributions dont le total ne dépasse pas la somme de 1 000 \$.

Contribution de 100 \$ ou plus

(Art. 436 et 480)

Toute contribution en argent de 100 \$ ou plus doit être faite au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement (prélèvements automatiques) signé par l'électeur lui-même et tiré sur son compte dans un établissement financier ayant un bureau au Québec. Le chèque ou l'ordre de paiement doit être fait à l'ordre du parti autorisé. Cela dit, il est clair qu'une contribution de 100 \$ ou plus ne peut être faite en argent comptant ni au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite bancaire.

En effet, un mandat-poste n'est pas signé par l'électeur et il n'est pas tiré sur son compte dans une succursale québécoise d'un établissement financier.

Une traite bancaire consiste en un document rédigé et signé par un établissement financier qui garantit le paiement. Ainsi, un tel ordre de paiement n'est pas signé par l'électeur et il est rédigé par une institution financière sans que ce paiement ne soit tiré sur le compte de l'électeur.

Une contribution peut être faite également au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds à un compte que détient le représentant officiel du parti politique autorisé auquel elle est destinée. Toutefois, des conditions à l'acceptation d'une telle contribution s'appliquent. Si vous avez l'intention d'utiliser ce mode de paiement, référez-vous à la directive D-M-21.

Le rapport financier doit faire état du nombre de donateurs et le montant total des contributions de 100 \$ ou plus recueillies au cours de l'exercice financier. De plus, le rapport doit être accompagné d'une liste dressée par ordre alphabétique qui indique, pour chaque électeur, son nom, son adresse, le numéro et la date du reçu, s'il y a lieu, et le montant qu'il a versé.

Contribution de moins de 100 \$

(Art. 480)

Les sommes doivent être comptabilisées et versées dans le fonds du parti. Le rapport financier doit faire état du nombre de donateurs et le montant total des contributions de moins de 100 \$ recueillies au cours de l'exercice financier.

Crédit d'impôt

Au municipal, en vertu de la *Loi sur les impôts*, les contributions en argent sont admissibles à un crédit d'impôt équivalent à 85 % des premiers 50 \$ et 75 % pour l'excédent sur les premiers 50 \$ jusqu'à 200 \$, soit un crédit maximal de 155 \$ par année civile.

Contribution en biens et services

(Art. 427)

Un bien ou un service fourni à titre gratuit à un parti politique autorisé constitue une contribution et le rapport financier doit en faire état. Comme toute autre contribution, une contribution en biens ou services doit être sollicitée ou obtenue sous l'autorité du représentant officiel, de tout délégué de celui-ci, ou de toute autre personne désignée par le représentant officiel (solliciteur). Seul un électeur de la municipalité peut faire une contribution en biens et services.

Ce bien ou ce service s'évalue au prix courant du marché, soit au prix de détail le plus bas du marché dans la région et à l'époque où il est offert au public dans le cours normal des affaires. De plus, une facture décrivant le bien ou le service et en attestant la valeur doit être produite par l'électeur et un reçu de contribution doit lui être remis.

3 % des revenus des contributions

(Art. 440.1)

Les contributions versées durant la période couverte par un rapport financier sont nécessaires afin de pouvoir recueillir, le cas échéant, des revenus d'activités, ces derniers n'exigeant pas l'émission obligatoire d'un reçu de contribution. Les revenus d'activités sont limités jusqu'à concurrence d'un taux de 3 % du total des contributions recueillies par le parti politique durant cette période.

Ces modalités limitatives concernant les revenus d'activités seront abordées de façon plus précise dans la section 3.4 « Activité à caractère politique »

Contribution non conforme

(Art. 440)

Toute contribution effectuée contrairement aux dispositions de la loi (ex. : une contribution d'une compagnie, une contribution excédant le maximum permis par l'art. 431 de la LERM, une contribution d'un non-électeur, etc.) doit, au plus tard le 30^e jour après que le fait soit connu, être remise au donateur. Lorsque celui-ci est introuvable ou que le donateur a été déclaré coupable d'avoir contrevenu à

l'un des articles 429 à 431 ou 436, le montant de la contribution est remis au trésorier qui le verse dans le fonds général de la municipalité.

Cependant, une contribution effectuée contrairement aux dispositions de la loi n'a pas à être remise au donateur, lorsque cinq ans se sont écoulés depuis la contribution.

Solliciteur (Art. 432 et 435)

En tant que représentant officiel, vous êtes en tout temps responsable des contributions sollicitées, recueillies ou obtenues. Vous pouvez toutefois désigner des personnes par écrit (solliciteurs) pour vous aider dans cette tâche. Vous devrez alors remettre à chacune d'elle un certificat signé, attestant leur qualité de solliciteur et en conserver une copie. Tout solliciteur doit, sur demande, exhiber ce certificat dont un modèle est présenté à la directive D-M-6. Vous devez être en mesure de produire en tout temps au trésorier de la municipalité une liste à jour des solliciteurs indiquant notamment les numéros séquentiels des reçus de contribution qui ont été remis à chacun.

Le délégué du représentant officiel d'un parti autorisé a, pour le district pour lequel il est nommé, les pouvoirs conférés au représentant officiel en cette matière.

Reçu de contribution (Art. 434)

Pour toute contribution, **peu importe le montant**, sans que celui-ci dépasse toutefois le maximum permis par la loi, le représentant officiel, le délégué de celui-ci, ou le solliciteur désigné, doit remettre obligatoirement un reçu au donateur. Lorsqu'une contribution est reçue par la poste ou autrement, sans avoir été directement sollicitée, un reçu doit être délivré dans les 30 jours de son encaissement. À cette fin, des reçus de contribution prescrits par le DGE vous sont fournis.

Lors de la remise d'un reçu de contribution, le représentant officiel, le délégué de celui-ci, ou le solliciteur désigné, doit s'assurer que la case intitulée « Déclaration signée par l'électeur ou l'électrice » soit remplie et signée par le donateur lui-même. De plus, sur chaque reçu, **vous devez obligatoirement ajouter le nom de l'employeur** du donateur, au moment du versement de la contribution. Vous devez également remplir la case, même si le donateur n'exerce pas d'emploi (ex. : étudiant, chômeur, retraité, etc.).

Dans le cas où une contribution est reçue par la poste, vous pouvez demander au donateur d'imprimer le modèle du reçu de contribution provisoire qui se trouve sur le site Internet du DGE, de le remplir, de le signer dans la case déclaration et de l'expédier avec son paiement. Par la suite, vous devrez lui expédier un reçu de contribution qui pourra lui servir à des fins fiscales, et dont la copie vous servira lors de la conciliation de vos contributions.

Le reçu de contribution provisoire signé par le donateur devra être joint à la copie du reçu identifié au trésorier.

Le représentant officiel d'un parti peut aussi utiliser des reçus de contribution qu'il fait lui-même imprimer pour son usage à la condition que ces reçus contiennent tous les renseignements obligatoires décrits à la directive D-M-5 et à la condition que vous ayez obtenu au préalable l'autorisation écrite du DGE.

Contrôle des reçus de contribution

Le représentant officiel se doit de contrôler tous les reçus de contribution qui lui ont été fournis par le DGE ou ceux, le cas échéant, qu'il fait imprimer pour son usage. À cet égard, le représentant officiel doit lors de la production de tout rapport financier remplir la section 5 « conciliation des reçus ». Vous devez vous référer à la directive D-M-10 pour en connaître davantage à ce sujet.

Par ailleurs, si vous remettez des reçus à un solliciteur, vous devez lui demander de vous faire rapport sur leur utilisation. Ce rapport doit être accompagné de tous les reçus utilisés, abîmés ou annulés et ceux non utilisés. Vous devez vous référer à la directive D-M-6 pour en connaître davantage à ce sujet.

Conservation des reçus

(Art. 483)

Le représentant officiel doit remettre au trésorier de la municipalité, et ce, à chaque trimestre, soit en janvier, avril, juillet et octobre, les copies du trésorier et du DGE des reçus de contribution émis pendant cette période.

De plus, les copies du représentant officiel des reçus qui ont été délivrés pour les contributions recueillies doivent être conservés pendant une période de cinq ans suivant la date de transmission du rapport financier.

Temps d'émission gratuit

(Art. 442)

En dehors d'une période électorale, un radiodiffuseur, un télédiffuseur, un câblodistributeur ou le propriétaire d'un journal, d'un périodique ou d'un autre imprimé peut, sans que cela ne constitue une contribution, mettre gratuitement à la disposition des partis autorisés du temps d'émission à la radio ou à la télévision ou de l'espace dans le journal, le périodique ou l'autre imprimé, à la condition qu'il offre un tel service de façon équitable, qualitativement et quantitativement, à tous les partis autorisés de la municipalité.

Bien ou service fourni par le parti à l'agent officiel

En période électorale, si un bien ou un service fourni par le parti, est utilisé pour favoriser ou défavoriser l'élection d'un candidat, vous devez en facturer le coût à l'agent officiel du parti. Le coût de ce bien ou de ce service s'évalue selon la méthode d'évaluation mentionnée précédemment au 2^e paragraphe de la section « Contribution en biens et services » et devra être inclus dans le rapport de

dépenses électorales du parti. L'agent officiel doit vous payer la valeur établie pour ce bien ou service, à même le fonds électoral mis à sa disposition.

Travail bénévole

(Art. 428(1) et 461)

Une personne peut fournir sans rémunération ses services personnels et l'usage de son véhicule, à la condition qu'elle le fasse librement et non dans le cadre de son travail au service d'un employeur.

Une personne peut donc faire du travail bénévole pendant une période électorale sans que cela ne constitue une dépense électorale ou une contribution.

Le travail bénévole est celui qui est fait par un individu, personnellement, volontairement et sans contrepartie.

Personnellement :

Un travail effectué « **personnellement** » signifie un travail effectué par une personne physique qui peut avoir ou non la qualité d'électeur puisque le travail bénévole n'est pas considéré comme une contribution.

Volontairement :

Un travail effectué « **volontairement** » signifie un travail effectué librement et sans contrainte, y compris l'absence de pénalité ou de représailles de la part de l'employeur ou de quiconque, si la personne avait décidé de ne pas accomplir le travail.

Sans contrepartie :

Un travail effectué « **sans contrepartie** » signifie un travail pour lequel la personne concernée ne reçoit, directement ou indirectement, aucune rémunération ou avantage monétaire ou tangible d'un parti, de son employeur ou de quiconque.

Il est nécessaire de distinguer deux catégories de personnes pouvant effectuer un travail bénévole, soit une personne qui ne travaille pas à son compte ou une personne qui travaille à son propre compte.

Travail bénévole d'une personne qui ne travaille pas à son compte

Une personne qui occupe un emploi et qui désire effectuer un travail bénévole doit rendre les services en question au cours de ses heures de loisirs ou pendant ses vacances.

Elle pourrait également rendre ces services à tout autre moment, pour autant qu'elle s'acquitte de ses responsabilités coutumières face à son employeur sans réclamer, par exemple, une rémunération pour des heures supplémentaires.

Si un congé lui est accordé pendant les heures régulières de travail par son employeur aux fins spécifiques de travailler pour un parti politique, les heures ou les journées ainsi travaillées devront être déduites de la réserve de congés à laquelle a droit cet employé.

Travail bénévole d'une personne qui travaille à son propre compte

Il peut s'agir d'une personne pouvant disposer de son temps ou encore d'une personne qui est son propre employeur ou qui est propriétaire de son entreprise. Le travail bénévole peut alors s'exercer à quelque moment que ce soit, entendu que le travail effectué par cette personne à des fins politiques devra entraîner soit une perte de rémunération, soit une reprise du temps professionnel perdu sans rémunération additionnelle.

3.3 Adhésion au parti (carte de membre)

(Art. 428(6))

Une somme annuelle n'excédant pas 25 \$ versée par une personne physique pour son adhésion à un parti politique n'est pas considérée comme une contribution.


Ainsi, si le prix d'adhésion ou de renouvellement de la carte de membre d'un parti est de 15 \$ annuellement, ce montant versé par une personne physique pour son adhésion ne peut être considéré comme une contribution. Cependant, si le prix d'adhésion est de 15 \$ et que l'électeur a versé 25 \$, un reçu de contribution doit être émis pour les 10 \$ excédentaires.

Enfin, si le prix d'adhésion ou de renouvellement de la carte de membre d'un parti est de 35 \$, seul le montant excédentaire, soit 10 \$, constitue une contribution.

3.4 Activité à caractère politique

(Art. 428(7)-(7.1) et 480)

Une activité à caractère politique (ex. : dîner, tournoi de golf, coquetel, etc.) est une activité organisée dans le but de recueillir des fonds au profit du parti par la vente de billets.

 En tant que représentant officiel, vous êtes responsable de toutes les recettes perçues à cette occasion. Les sommes doivent être comptabilisées et versées dans le compte ouvert par le représentant officiel du parti. Le rapport financier doit en faire état.

En tant que représentant officiel, vous devez vous assurer que la personne responsable de l'activité remplit le formulaire prescrit à la directive D-M-26.

Ce formulaire devra être joint avec le rapport financier annuel. Cette personne doit vous remettre, avec son rapport d'activité, les sommes qu'elle détient.

Païement des dépenses

(Art. 453(4.1))

Toutes les sommes recueillies pour un parti autorisé, y compris les recettes perçues comme prix d'entrée à une activité à caractère politique, doivent être déposées dans le compte du représentant officiel du parti. Par conséquent, toutes les dépenses reliées à une activité doivent être payées par chèque tiré sur le compte du représentant officiel ou au moyen d'une petite caisse.

En période électorale, à l'exception du coût des aliments et des boissons servis à l'occasion d'une activité à caractère politique, lorsque ce coût est inclus dans le prix d'entrée déboursé par le participant, les autres dépenses constituent des dépenses électorales (art. 453(4.1)). Elles doivent donc être :

- faites ou autorisées par l'agent officiel;
- inscrites au rapport de dépenses électorales;
- acquittées par l'agent officiel sur son fonds électoral.

Sommes recueillies


(Art. 428(7)-(7.1))

La LERM définit dans quelles circonstances le prix d'entrée recueilli lors d'activités à caractère politique peut être accepté sans que ne soit délivré un reçu de contribution. **Sachez que le total des sommes recueillies (revenus d'activités) sans reçu ne peut excéder 3 % du total des contributions recueillies par le parti pendant la période couverte par un rapport financier.** Voici la façon de traiter ces sommes selon que le prix d'entrée par jour est de 60 \$ ou moins ou de plus de 60 \$.

Si le prix d'entrée est égal ou inférieur à 60 \$: deux options possibles	
Vous pouvez considérer le prix d'entrée comme une contribution	Vous pouvez considérer le prix d'entrée comme <u>n'étant pas</u> une contribution
<p>Conditions d'application</p> <ul style="list-style-type: none"> - ce choix doit être appliqué uniformément à tous les participants; - un reçu de contribution doit être délivré pour le montant du prix d'entrée; - le déboursé doit être effectué par une personne qui a la qualité d'électeur et être considéré dans le total des contributions versées par cet électeur. 	<p>Conditions d'application</p> <ul style="list-style-type: none"> - ce choix doit être appliqué uniformément à tous les participants; - aucun reçu de contribution ne doit être délivré, à l'exception de ce qui est mentionné *; - le déboursé peut être effectué par toute personne (physique ou morale), qu'elle ait ou non la qualité d'électeur, à raison d'une entrée par personne. * - limité à 3 % du total des contributions recueillies pendant l'année.

* Une personne qui a la qualité d'électeur peut payer le prix de plus d'une entrée. Toutefois, le montant excédant le prix d'une entrée doit être considéré comme une contribution et un reçu de contribution doit être délivré.

Vous devez vous assurer que la personne responsable de l'activité remplisse le formulaire DGE-1070 (voir D-M-26) et le conserver pour production lors du dépôt du rapport financier annuel.

 Comme vous le savez, les activités de financement sont sous la responsabilité exclusive du représentant officiel. À cet égard, lorsque le prix d'entrée pour une activité ou une manifestation à caractère politique est de 60 \$ ou moins, et que vous choisissez de considérer ce prix d'entrée à titre de revenu d'activité sans reçu de contribution, vous devez mettre en place les contrôles nécessaires en vue de démontrer au DGE, lorsque ce dernier en fait la demande, l'application conforme de cette disposition de la LERM.

Par conséquent, le représentant officiel devra donc établir, à des fins de contrôle, une liste des noms et des adresses des personnes (physiques ou morales) ayant déboursé un prix d'entrée et qui devra accompagner le rapport d'activité à caractère politique tel que le prescrit la directive D-M-26.

De façon plus précise, pour toute personne qui achète plus d'un billet d'entrée, vous devez vous assurer :

- que la personne a la qualité d'électeur (art. 429);
- que le mode de paiement est conforme à l'article 436;
- qu'un reçu de contribution est délivré pour l'excédent de la première admission (art. 434);
- que le reçu est signé par le donateur;
- que la limite des contributions pour ce même électeur est respectée (art.431).

En application de l'article 440.1 de la LERM, tout financement non conforme devra être retourné au trésorier de la municipalité.

Également, si vous avez choisi de considérer le prix d'entrée comme n'étant pas une contribution, **sachez que le total des sommes ainsi recueillies (revenus d'activités) ne peut excéder 3 % du total des contributions recueillies par le parti pendant la période couverte par un rapport financier.**

Le montant qui excède ce pourcentage doit, dans les 30 jours de la transmission du rapport financier, être remis au trésorier de la municipalité, par le représentant officiel de l'entité autorisée (art. 440.1)

Exemple :

Le parti a recueilli, pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 20XX, des contributions qui totalisent la somme de 250 000 \$, 3 % de cette somme représente 7 500 \$.

Les revenus d'activité dont le prix d'entrée n'est pas considéré comme une contribution pour ce même exercice financier, totalisent la somme de 9 000 \$.

Le représentant officiel devra remettre au trésorier de la municipalité, dans les 30 jours de la transmission du rapport financier pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 20XX, la somme de 1 500 \$.

Contributions de 100 \$ ou plus:	200 000 \$
Contributions de moins de 100 \$:	<u>50 000 \$</u>
Total des contributions recueillies (avec reçus):	<u>250 000 \$</u>
Maximum des revenus pouvant être recueillis sans reçu de contribution lors d'activités politiques	<u>X 3 %</u>
Montant maximum pouvant être recueilli sans reçu:	<u>7 500 \$</u>
Sommes recueillies sans reçu lors d'activités politiques pendant l'année :	9 000 \$
Montant maximum pouvant être recueilli sans reçu:	<u>7 500 \$</u>
Montant à retourner au trésorier de la municipalité:	<u>1 500 \$</u>

Si le prix d'entrée est supérieur à 60 \$: une seule option possible
Vous devez considérer le prix d'entrée à cette activité comme une contribution
Conditions d'application
<ul style="list-style-type: none"> - un reçu de contribution doit être délivré au montant du prix d'entrée; - le reçu doit être signé par le donateur; - le déboursé doit être effectué par une personne qui a la qualité d'électeur et être considéré dans le total des contributions versées par cet électeur.

Peut-on scinder une activité politique en sous activités?

À titre d'exemple, vous organisez un tournoi de golf. Le prix exigé est de 50 \$ pour le golf, 35 \$ pour le souper et 15 \$ pour la soirée dansante. Des billets distincts sont vendus pour chacune des sous activités. Pour un participant qui paie le prix de trois billets, vous devez considérer le prix de ces trois billets comme une contribution, puisqu'ils se rapportent à une même activité, soit le tournoi de golf, et que leur total excède 60 \$ par jour.

Revenus accessoires

(art. 428(7.1) et 480)

Les revenus accessoires ne peuvent être recueillis qu'au cours d'une activité à caractère politique. Ces revenus ne nécessitent pas la remise d'un reçu de contribution. À titre d'exemples, il peut s'agir de revenus de vestiaire, de revenus tirés de la vente de boissons non alcoolisées.

Ces revenus doivent être raisonnables, c'est-à-dire peu importants, non récurrents et en relation avec le nombre de participants aux activités à caractère politique. Le rapport financier doit faire état du montant total des revenus accessoires recueillis et le détail de ces montants, ainsi que la nature, le lieu et la date de l'activité ou de la manifestation devront être fournis au rapport d'activité qui sera produit avec le rapport financier annuel (voir la directive D-M-26).

3.5 Remboursement des dépenses électorales

(Art. 475)

Après avoir reçu et vérifié le rapport de dépenses électorales du parti, le trésorier rembourse, sur le fonds général de la municipalité, un montant égal à 70 % des dépenses électorales inscrites au rapport de dépenses électorales, à la condition que ces dépenses aient été faites et acquittées conformément à la loi, pour les candidats élus ou ceux qui ont obtenu au moins 15 % des votes donnés lors de l'élection. Ce remboursement est fait au représentant officiel du parti et ce montant doit apparaître dans le rapport financier.

3.6 Remboursement des frais de vérification

(Art. 490)

Le parti dont les recettes¹ recueillies durant l'année excèdent 5 000 \$ doit faire vérifier son rapport financier.

Sur présentation de la facture originale et de la preuve de paiement du vérificateur, le trésorier rembourse au parti, sur le fonds général de la municipalité, les frais de vérification du rapport financier annuel jusqu'à concurrence de :

- 1 000 \$ dans le cas d'une municipalité de moins de 50 000 habitants;
- 1 500 \$ dans le cas d'une municipalité de 50 000 habitants ou plus, mais de moins de 100 000 habitants;
- 3 000 \$ dans le cas d'une municipalité de 100 000 habitants ou plus.


Un modèle pour une demande de remboursement des frais de vérification est présenté à l'annexe II.

¹ Les recettes recueillies sont les produits provenant d'opérations d'exploitation comptabilisés selon une comptabilité d'exercice (ex. : contributions, remboursement de dépenses électorales et frais de vérification), et les rentrées de fonds découlant des opérations hors exploitation (ex. : emprunts).

3.7 Emprunts et cautionnements

(Art. 446, 447, 447.1 et 448)

En tant que représentant officiel, vous êtes la seule personne autorisée à pouvoir contracter un emprunt auprès d'un électeur ou d'un établissement financier. Par ailleurs, seul un électeur peut se porter caution d'un emprunt. L'acte d'emprunt tout comme l'acte de cautionnement doit comporter ses nom et adresse et le montant pour lequel il a prêté ou s'est porté garant.

 Le total des montants établis par le capital non remboursé des prêts consentis par un électeur et par la somme pour laquelle il demeure caution d'emprunts contractés ne peut excéder 10 000 \$. Un candidat, puisqu'il a la qualité d'électeur, peut donc vous prêter.

Porter une attention particulière aux contrats de cautionnement, puisque dans les institutions financières, les cautionnements sont solidaires, à moins d'indication contraire. Ainsi, si un électeur veut se porter caution sur un tel emprunt, il devra veiller à ce que le contrat d'emprunt stipule que son cautionnement s'applique jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 10 000 \$.

Tout emprunt doit être contracté au taux d'intérêt courant du marché **et être constaté par écrit**. L'acte d'emprunt doit indiquer les nom et adresse du prêteur, la date, le montant, la durée et le taux d'intérêt de l'emprunt ainsi que les modalités de remboursement du capital et de paiement des intérêts. Un modèle d'acte d'emprunt est présenté à l'annexe III.

Marge de crédit

Une marge de crédit peut être négociée pour acquitter, en tout ou en partie, les dépenses courantes du parti ainsi que pour alimenter le fonds électoral mis à la disposition de l'agent officiel. Vous devez inclure dans les emprunts le montant dû sur cette marge de crédit.

Taux d'intérêt courant du marché

(Art. 428(4))

Le taux d'intérêt courant du marché pour un emprunt ou une marge de crédit est le taux d'intérêt établi par un établissement financier, dans le cours normal de ses affaires, au moment où il le consent. Ce taux tient compte des circonstances, des possibilités de remboursement et des garanties additionnelles offertes par l'emprunteur. Ainsi, pour déterminer le taux établi par un établissement financier, il faut rechercher le taux que chargerait cet établissement au public pour un prêt d'un même montant, comportant les mêmes garanties de remboursement.

Lorsqu'un prêt d'un électeur est consenti à un taux inférieur au taux d'intérêt courant du marché, la différence entre le montant d'intérêt chargé par cet électeur et le montant d'intérêt que chargerait au public un établissement financier pour ce même prêt, est une contribution. Ainsi, cette contribution doit être comptabilisée de la même manière que toute autre contribution et être soumise aux mêmes règles.

Remboursement d'un emprunt

(art. 449)

Un emprunt ne peut être remboursé qu'avec des contributions d'électeurs, tout en respectant le maximum permis à l'art. 431 de la LERM, par des revenus d'activité à caractère politique, par des revenus d'adhésion ou par des remboursements ou allocations reçus de la municipalité. Un emprunt doit toujours paraître au rapport financier du parti, et ce, tant et aussi longtemps qu'il n'est pas remboursé conformément aux présentes règles.

Paiement des intérêts

(art. 448)

Le représentant officiel doit payer obligatoirement, au moins une fois l'an, les intérêts dus sur les emprunts qu'il a contractés.

3.8 Remboursement des dépenses de recherche et de soutien

Le budget de toute municipalité de 50 000 habitants ou plus doit comprendre un crédit pour le versement de sommes destinées au remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers.

Le montant du crédit alloué et la division de celui-ci entre les conseillers sont déterminés à l'article 474.0.1 de la *Loi sur les cités et villes*. Les sommes établies pour un conseiller qui, le 1^{er} janvier de l'exercice visé par le budget, est membre d'un parti autorisé sont destinées à ce parti.

Jusqu'à concurrence du montant des sommes qui lui sont destinées, un parti autorisé a le droit d'être remboursé par la municipalité des dépenses qui ont été faites ou engagées à des fins de recherche ou de soutien, sur production de pièces justificatives.

Dans le cas d'un parti autorisé, ces pièces doivent être approuvées par le chef ou, si ce dernier n'est pas membre du conseil, par un membre que le parti autorise par écrit à cette fin.

3.9 Allocation à des partis autorisés

Le budget de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec doit comprendre un crédit pour le versement d'une allocation destinée au remboursement des dépenses faites pour l'administration courante de tout parti autorisé pour la diffusion du programme politique de ce parti et pour la coordination de l'action politique de ses membres.

Le montant du crédit alloué et la division de celui-ci entre les partis sont déterminés à l'article 474.0.4 de la *Loi sur les cités et les villes*. L'allocation est versée par le trésorier au représentant officiel du parti autorisé, à raison de 1/12 chaque mois, sur production de pièces justificatives dont le contenu minimal peut être déterminé par le trésorier.

4. AUTORISER ET ACQUITTER LES DÉPENSES

4.1 Paiement des dépenses

(Art. 443 à 445 et 449)



Les dépenses d'un parti autorisé, autres que les dépenses électorales, ne peuvent être effectuées que par le représentant officiel du parti ou par une personne qu'il désigne par écrit à cette fin (délégué). Ces dépenses doivent être payées à même les sommes recueillies conformément à la loi.

Tous les comptes et les factures doivent être acquittés dans les six mois de leur réception, à moins que le représentant officiel ne les conteste. Le représentant officiel doit obligatoirement signer les chèques.

Le délégué du représentant officiel d'un parti a, pour le district électoral pour lequel il est nommé, le pouvoir d'effectuer les dépenses et de désigner des personnes pour les effectuer, au même titre que le représentant officiel.

Chèques en circulation

Tous les chèques que vous avez faits et remis avant la fin de l'année financière, soit le 31 décembre, doivent être inscrits dans votre rapport financier, même si ces chèques ne sont présentés ou compensés à votre établissement financier que l'année suivante.

4.2 Transfert au fonds électoral de l'agent officiel

(Art. 458 et 498)

Seules les sommes détenues conformément à la loi par un parti autorisé peuvent être versées dans le fonds électoral mis à la disposition de l'agent officiel. Après la production de son rapport de dépenses électorales, l'agent officiel doit remettre au représentant officiel du parti les sommes qui demeurent dans son fonds électoral et les biens qu'il détient.

4.3 Petite caisse

Certaines dépenses peuvent être acquittées par le biais d'une petite caisse aux conditions suivantes :

- elle doit être constituée avec l'autorisation écrite du représentant officiel;
- les sommes qui y sont déposées doivent être déterminées par le représentant officiel;
- elle ne doit être utilisée que pour payer comptant les menues dépenses;

- tout montant destiné à créer ou à alimenter une petite caisse doit être tiré du compte de banque du représentant officiel au moyen d'un chèque identifié « petite caisse »;
- en tout temps, le total de l'argent et des factures acquittées doit correspondre au montant autorisé de la petite caisse.

La personne responsable de l'administration d'une petite caisse peut procéder à une demande de remboursement (renflouement) correspondant aux déboursés effectués, en annexant à sa demande les factures acquittées et les autres pièces justificatives nécessaires.


Lorsqu'une personne cesse d'être responsable de l'administration d'une petite caisse, elle doit en faire la conciliation et remettre l'argent qui s'y trouve au représentant officiel avec toutes les factures et les pièces justificatives.

Un modèle de relevé de petite caisse est présenté à l'annexe I.

5. PRODUIRE LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

5.1 Renseignements généraux

(Art. 479 et 482)

 À titre de représentant officiel d'un parti politique autorisé, vous devez remettre au trésorier de la municipalité et au DGE, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un rapport financier pour l'exercice précédent qui se termine le 31 décembre. Ce rapport, lorsqu'il indique des recettes¹ excédant 5 000 \$, n'est réputé transmis que lorsqu'il est accompagné du rapport du vérificateur du parti dûment signé.


De même, le bilan doit être signé par le représentant officiel dont le nom apparaît au Registre des entités politiques autorisées au Québec du DGE. La responsabilité du rapport financier incombe au représentant officiel du parti.

Le rapport financier du parti doit comporter un bilan de même que les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Ce rapport doit obligatoirement être accompagné des sections comportant les renseignements supplémentaires exigés en vertu de la loi, notamment celle de la conciliation des reçus de contribution. De plus, vous devez y joindre une copie de tous les rapports d'activité à caractère politique.

Le vérificateur doit être une personne ayant légalement le droit de pratiquer la vérification publique au Québec. Vous trouverez au chapitre 6 de ce guide de l'information additionnelle concernant le vérificateur du parti.

Le modèle de rapport financier du parti, accompagné des notes complémentaires et des sections, est présenté à la directive D-M-8.

 Afin de faciliter la préparation du rapport financier annuel, nous vous demandons de tenir des registres comptables adéquats. À cet égard, vous devez vous référer à la directive D-M-7.

De plus, l'application informatique RCM (Registre comptable municipal) a été développée par le DGE. Pour de l'information, communiquer avec la Direction du financement du DGE.

¹ Les recettes recueillies sont les produits provenant d'opérations d'exploitation comptabilisés selon une comptabilité d'exercice (ex. : contributions, remboursement des dépenses électorales et frais de vérification), et les rentrées de fonds découlant des opérations hors exploitation (ex. : emprunts).

5.2 Conservation et accès aux documents

(Art. 483)

Pour une période de cinq ans suivant la production du rapport financier, le représentant officiel d'un parti autorisé doit conserver la copie du représentant officiel de tous les reçus délivrés ainsi que toutes les pièces justificatives concernant les contributions.

Les copies du trésorier et du DGE de ces reçus sont remises au trésorier de la municipalité, et ce, à chaque trimestre, soit en janvier, avril, juillet et octobre.

5.3 Demande de correction d'un rapport

(Art. 507)

Jusqu'à la date limite prévue pour la transmission d'un rapport, lorsqu'une erreur est constatée vous pouvez la corriger directement auprès du trésorier. Après cette date, le chef du parti doit obtenir du DGE la permission de corriger cette erreur en démontrant qu'elle a été faite par inadvertance. Pour ce faire, le chef du parti doit utiliser le modèle apparaissant en annexe IV. Sur réception d'une demande de correction de rapport, le DGE en fait parvenir une copie aux partis ou aux candidats indépendants autorisés concernés en les informant qu'ils ont dix jours pour lui faire valoir leur opposition. S'il n'y a pas d'opposition ou si le DGE juge l'opposition non fondée, il permet que la correction soit effectuée. Dans le cas contraire, le chef du parti doit demander la permission au juge compétent.

5.4 Accessibilité

(Art. 90.6 et 659)

Les renseignements contenus dans les rapports financiers et les documents prescrits par la loi ont un caractère public à partir de la date limite de production, à l'exception de la liste des membres d'un parti politique autorisé ainsi que des reçus de contribution de moins de 100 \$. Toute personne peut examiner les rapports et les documents produits en s'adressant au trésorier de la municipalité.

5.5 Demande d'enquête

(Art. 90.1)

La loi stipule que le DGE peut enquêter, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne, sur la légalité des dépenses, des emprunts, des contributions et des dépenses électorales d'un parti ou d'un candidat indépendant autorisé. Bien que l'usage d'aucun formulaire ne soit prescrit par la loi, il est recommandé d'utiliser le modèle proposé à l'annexe V, pour formuler une demande d'enquête au DGE.

5.6 Retrait d'autorisation

(Art. 403, 408 et 491)

Le DGE peut, sur demande écrite du chef, retirer l'autorisation de ce parti. La demande de retrait d'autorisation doit être accompagnée d'une copie de la résolution prise en conformité avec les règlements du parti et certifiée conforme par au moins deux dirigeants de celui-ci.

Le rapport financier de fermeture doit contenir les mêmes éléments que le rapport financier annuel, à l'exception du rapport du vérificateur.

Les sommes et les actifs du parti doivent être remis au DGE par ceux qui les détiennent au plus tard le dixième jour après qu'ils aient été avisés du retrait.

Ce parti doit également faire parvenir au DGE, dans les 60 jours qui suivent le retrait :

- un rapport financier de fermeture pour la période du 1^{er} janvier de l'année courante jusqu'à la date du retrait;
- tout autre rapport financier précédent, lorsqu'il n'a pas été transmis au trésorier et du rapport du vérificateur qui le concerne, s'il y a lieu;
- la liste des créanciers, en mentionnant leurs nom et adresse et les montants dus à chacun;
- tous les reçus de contribution non utilisés avec un rapport de conciliation;
- tout livre, compte ou document qui se rapporte aux affaires financières du parti, si une demande du DGE lui est formulée en ce sens;
- les états bancaires de l'année courante du retrait et la preuve que le compte est fermé.

En pareil cas, nous vous recommandons fortement de communiquer avec la Direction du financement des partis politiques du DGE aux coordonnées mentionnées à l'introduction de ce guide.

5.7 Fournir toute information pour la mise à jour du Registre des entités politiques autorisées au Québec

(Art. 392, 397, 399.2, 399.3 et 404)

Le représentant officiel, le chef du parti ou toute personne désignée par le chef doit aviser le trésorier et le DGE de toute nomination d'un nouveau chef, de nouveaux dirigeants, d'un représentant officiel, d'un délégué de celui-ci, d'un agent officiel, d'un adjoint de celui-ci ou d'un vérificateur du parti. Il doit fournir par écrit au DGE tout autre renseignement requis pour la mise à jour du registre.

Par ailleurs, le parti politique doit, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, transmettre au Directeur général des élections une liste indiquant le nom et l'adresse du nombre minimal de membres prévu à l'article 397 de la LERM, soit :

- 1^o 100, dans le cas d'une municipalité de 100 000 habitants ou plus;

- 2° 50, dans le cas d'une municipalité de 50 000 habitants ou plus, mais de moins de 100 000 habitants;
- 3° 25, dans le cas d'une municipalité de 5 000 habitants ou plus, mais de moins de 50 000 habitants.

De plus, ces membres doivent avoir la qualité d'électeur et une carte de membre valide.

Le non-respect de ces dispositions par un parti politique entraînera le retrait de son autorisation par le Directeur général des élections.

Pour la nomination d'un nouveau chef, un avis annonçant la nomination doit être accompagné d'une copie de la résolution prise en conformité avec les règlements du parti et certifiée conforme par au moins deux autres dirigeants de ce parti.

6. VÉRIFICATEUR DU PARTI


(Art. 388, 389, 488, 489 et 490)

Le chef d'un parti autorisé doit, au plus tard le 30^e jour suivant celui où l'autorisation a été accordée par le DGE, nommer un vérificateur parmi les personnes ayant légalement le droit de pratiquer la vérification publique au Québec. Vous trouverez à l'annexe VI un modèle d'avis de nomination d'un vérificateur.

Ne peuvent être vérificateur :

- 1^o le directeur général des élections;
- 2^o les fonctionnaires ou employés de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci;
- 3^o les membres du Parlement du Québec et du Parlement du Canada;
- 4^o le chef ou un autre dirigeant du parti;
- 5^o les agents et représentants officiels des partis exerçant leurs activités sur le territoire de la municipalité et des candidats indépendants aux postes de membre du conseil de celle-ci;
- 6^o les candidats aux postes de membre du conseil de la municipalité lors de la dernière élection générale, d'une élection partielle subséquente ou de l'élection en cours;
- 7^o le vérificateur de la municipalité;
- 8^o les membres du personnel électoral de la municipalité;
- 9^o la personne déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse au sens de l'article 645 ou de la *Loi électorale* (chapitre E-3.3). L'incapacité dure cinq ans à compter du jour où le jugement de culpabilité est passé en force de chose jugée.

Les associés et les membres du personnel des personnes visées aux points 1^o à 8^o ci-dessus sont également inhabiles à exercer la fonction de vérificateur.

 Le vérificateur d'un parti politique autorisé vérifie le rapport financier du parti dont les recettes¹ recueillies excèdent 5 000 \$ et délivre au représentant officiel, au plus tard le cinquième jour avant le 1^{er} avril de chaque année, son rapport de vérificateur préparé conformément à la directive D-M-9.

Ce rapport doit être adressé à la direction du parti. Il peut, par ailleurs, renfermer des commentaires ou des observations pour traduire une dérogation aux normes acceptées en matière de comptabilité et aux directives du DGE.

Le vérificateur a accès à tous les livres, comptes et documents qui se rapportent aux affaires financières du parti.

¹ Les recettes recueillies sont les produits provenant d'opérations d'exploitation comptabilisés selon une comptabilité d'exercice (ex. : contributions, remboursement de dépenses électorales et frais de vérification), et les rentrées de fonds découlant des opérations hors exploitation (ex. : emprunts).

Lorsque le rapport doit être vérifié, le trésorier rembourse au parti, sur le fonds général de la municipalité, les frais de vérification de son rapport financier, jusqu'à concurrence des limites mentionnées à la section 3.6 de ce guide.

Pour avoir droit au remboursement des frais de vérification prévu à l'article 490, le représentant officiel doit en formuler la demande auprès du trésorier de la municipalité en produisant la facture originale ainsi que le chèque encaissé. Un modèle de demande de remboursement des frais de vérification figure à l'annexe II.

7. SANCTIONS PÉNALES ET AUTRES

Une infraction est commise aussitôt qu'un article de la loi n'est pas respecté. La LERM comprend de nombreuses dispositions pénales en vertu desquelles des poursuites peuvent être intentées.

Voici un résumé des principales infractions et peines prévues dans la LERM :

- Le représentant officiel qui omet de produire un rapport financier dans les délais prévus est passible d'une amende de 50 \$ pour chaque jour de retard (art. 626 et 642). Ce retard a également des répercussions sur un candidat élu du parti (soit le chef, le candidat au poste de maire ou le candidat au poste de conseiller), le rendant inhabile à siéger ou à se présenter à des élections subséquentes (art. 502).

Ainsi, lorsque le rapport financier d'une entité autorisée n'est pas produit dans les délais fixés, le chef du parti perd, à compter du dixième jour qui suit l'expiration du délai imparti, le droit d'assister en tant que membre aux séances du conseil de la municipalité tant que ce rapport n'a pas été produit.

Dans le cas où le chef n'est pas membre du conseil, la personne qui était le candidat du parti au poste de maire lors de la dernière élection perd le droit d'assister en tant que membre aux séances du conseil de la municipalité tant que le rapport n'a pas été produit. Si cette personne n'est pas non plus membre du conseil, la personne qui perd le droit d'assister aux séances est la personne qui est membre du conseil et qui était le candidat du parti lors de la dernière élection et qui a obtenu le plus grand nombre de votes (art. 502).

Toutefois, un juge peut, sur demande faite avant que la personne ne perde son droit d'assister aux séances, lui permettre de continuer de siéger pendant une période additionnelle d'au plus trente jours (art. 505).

- Le représentant officiel commet une infraction et est passible d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ lorsqu'il (art. 596 (2), 597 et 640) :
 - remet un faux rapport;
 - produit une facture, une pièce justificative ou un reçu qui est incomplet, faux ou falsifié;
 - acquitte une réclamation autrement que ce que permet l'article 473.

Ces infractions constituent également une manoeuvre électorale frauduleuse (art. 645).

- Commet une infraction l'électeur qui fait une contribution de 100 \$ ou plus, qui n'est pas faite conformément à l'article 436 (art. 612.1) et est passible d'une amende de 500 \$ à 10 000 \$ (art. 641).

➤ Commet une infraction (art. 610) :

- Toute personne qui verse une contribution à une entité autorisée qui n'a pas la qualité d'électeur et toute personne qui dépasse la somme maximale pour une contribution;
- La personne qui, par la menace ou la contrainte ou par une promesse de compensation, de contrepartie ou de remboursement, incite un électeur à faire une contribution;
- L'électeur qui déclare faussement que sa contribution est faite à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle n'a fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement;

et est passible d'une amende de (art. 641.1) :

- s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 5 000 \$ à 20 000 \$ pour une première infraction et de 10 000 \$ à 30 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans;
- s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ pour une première infraction et de 50 000 \$ à 200 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans.

Ces infractions constituent une manœuvre électorale frauduleuse (art. 645).

De plus, toute personne physique ou morale qui a été déclarée coupable d'avoir contrevenu à l'une des dispositions encadrant le versement d'une contribution ne pourra conclure aucun contrat public. Cette interdiction est d'une période de trois ans de la date du jugement de culpabilité ou, en cas de récidive dans les dix ans, d'une période de cinq ans de la date du jugement de culpabilité (art. 641.2).

Lorsque la personne physique déclarée coupable occupait, au moment de la perpétration de l'infraction, un poste d'administrateur, de dirigeant ou d'associé d'une personne morale ou d'une société, cette personne est présumée avoir commis cette infraction à l'avantage de la personne morale ou de la société. À ce moment, le directeur général des élections peut demander à la Cour supérieure de rendre une ordonnance indiquant que l'interdiction de conclure un contrat public s'applique également à la personne morale ou à la société. Il incombera à la personne morale ou à la société de démontrer que l'infraction n'a pas été commise à son avantage ou dans un tel but (641.3).

Une personne physique déclarée coupable d'une manœuvre électorale frauduleuse perd, pour une période de 5 ans, le droit de voter, d'être candidat à une élection, de se livrer à un travail de nature partisane et d'agir comme représentant officiel d'une entité autorisée et d'agir comme membre du personnel électoral (art. 53, 69, 97 et 383).

- Toute personne qui sollicite ou recueille des contributions, contracte un emprunt ou effectue une dépense autre qu'électorale pour un parti sans être le représentant officiel est passible d'une amende de 500 \$ à 10 000 \$ (art. 599, 611, 617 et 641).
- Lorsque le chef d'un parti politique, un autre de ses dirigeants, son représentant officiel, un délégué de celui-ci, son agent officiel ou un adjoint de celui-ci commet, permet ou tolère une infraction à la présente loi, le parti politique est présumé avoir commis cette même infraction (art. 638).

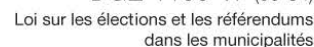
Nous vous incitons donc fortement à prendre connaissance des articles 64, 502 à 512 et 595 à 645 de la LERM.

8. ANNEXES

Annexe I	Relevé de petite caisse
Annexe II	Demande de remboursement des frais de vérification
Annexe III	Acte d'emprunt
Annexe IV	Demande de correction de rapport
Annexe V	Demande d'enquête
Annexe VI	Avis de nomination d'un vérificateur

Tous ces documents se retrouvent sur notre site Web : www.electionsquebec.ca et peuvent être remplis à l'écran.

(version PDF dynamique disponible sur le site Web)



An English version of this form is available upon request

[illegible]

Publicité (\$)	Biens et services (\$)	Location de locaux (\$)	Voyages et repas (\$)	Montants non inclus dans les dépenses électorales (\$)

Annexe II

Demande de remboursement des frais de vérification

(version PDF dynamique disponible sur le site Web)



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1416-VF (10-01)

Demande de remboursement des frais de vérification

_____, le _____
Municipalité Date

Nom du trésorier _____

Adresse complète _____

Madame, Monsieur,

L'article 488 mentionne que le vérificateur du parti vérifie le rapport financier dont les recettes¹ recueillies excèdent 5 000 \$. Étant dans cette situation, les frais de vérification du rapport financier du parti _____ pour l'année 20____ ont été de _____ \$.

En vertu de l'article 490 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, ces frais sont remboursables jusqu'à concurrence de _____ \$.

En conséquence, je demande le remboursement de _____ \$ pour les frais de vérification que j'ai acquittés pour l'année 20____. Vous trouverez ci-joint l'original de la facture du vérificateur ainsi que l'original de la preuve de paiement, que je vous prie de me retourner après examen.

Signature du représentant officiel

¹ Les recettes recueillies sont les produits provenant d'opérations d'exploitation comptabilisés selon une comptabilité d'exercice (ex. : contributions, remboursement des dépenses électorales et frais de vérification), et les rentrées de fonds découlant des opérations hors exploitation (ex. : emprunts).

Annexe III

Acte d'emprunt

(version PDF dynamique disponible sur le site Web)

Je, représentant officiel _____ de _____
(Nom du représentant officiel) (Nom du parti politique)

étant la seule personne autorisée à agir aux fins des présentes en vertu des dispositions de l'article 446 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités,

Ci-après appelé « l'Emprunteur »

ET

_____ domicilié au _____
(Nom de l'électeur)

_____,
(Adresse de l'électeur)

Ci-après appelé « le Prêteur »

déclarons et convenons de ce qui suit :

« le Prêteur » consent à « l'Emprunteur » en vertu des présentes un prêt de _____ \$ que

« l'Emprunteur » accepte et reconnaît avoir reçu en ce jour. Le présent prêt est consenti aux conditions suivantes :

Date de l'emprunt _____

Durée de l'emprunt _____

Taux d'intérêt _____

Modalités de remboursement du capital _____

Modalités de paiement des intérêts _____

EN FOI DE QUOI nous avons signé à _____ ce _____

(Signature du représentant officiel)

(Signature de l'électeur)

Annexe V

Demande d'enquête

(version PDF dynamique disponible sur le site Web)



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1417-VF (10-01)

Demande d'enquête

_____, le _____
Municipalité Date

Directeur général des élections
Direction des affaires juridiques
3460, rue de La Pérade
Québec (Québec) G1X 3Y5

Monsieur,

Par la présente, je vous demande de faire enquête sur un fait qui s'est produit dans le cadre
de la période électorale du

_____ au _____.

Plaignant

(Nom, adresse complète et numéro de téléphone)

Personne ou organisme visé

(Nom, adresse complète et numéro de téléphone)

Les faits à l'origine de cette demande sont les suivants :

(Résumer de façon complète en indiquant la date, l'heure et l'endroit des faits reprochés et les raisons pour lesquelles on estime qu'ils sont contraires à la Loi)

Témoins

Nom, adresse complète et numéro de téléphone

Vous trouverez joints à cette lettre les documents à l'appui de ma demande.

(Un exemplaire de la publicité, annonce ou autre, une déclaration sous serment signée par chacun des témoins, si possible, et une autre signée par le plaignant)

Signature du plaignant

Date

Annexe VI

Avis de nomination d'un vérificateur

(version PDF dynamique disponible sur le site Web)



DGE-1412-VF (10-01)

Avis de nomination d'un vérificateur

Directeur général des élections
Direction du financement des partis politiques
3460, rue de La Pérade
Québec (Québec) G1X 3Y5

Monsieur,

Je désire vous aviser qu'en vertu de l'article 388 et conformément à l'article 389 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, j'ai nommé comme vérificateur du

Nom du parti

Nom du vérificateur

Adresse complète du vérificateur

Signature du chef du parti

Date

9. DIRECTIVES

- D-M-4 Ouverture d'un compte dans un établissement financier
- D-M-5 Reçu de contribution
- D-M-6 Certificat de la personne autorisée à solliciter des contributions et liste des sollicitateurs
- D-M-7 Tenue des registres comptables
- D-M-8 Rapport financier d'un parti politique autorisé
- D-M-9 Rapport du vérificateur (Auditeur indépendant)
- D-M-10 Contrôle des reçus par le représentant officiel d'un parti autorisé
- D-M-21 Versement d'une contribution au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds; utilisation d'un site Web et signature électronique
- D-M-26 Rapport d'activités à caractère politique et revenus accessoires

Toutes les directives se retrouvent sur notre site Web : www.electionsquebec.qc.ca

Directive D-M-4

Ouverture d'un compte dans un établissement financier

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 364, 439, 443 et 458)

BUT

Le but de cette directive est de clarifier l'ouverture et l'utilisation d'un compte bancaire ainsi que de prescrire la dénomination sous laquelle un compte doit être ouvert.

COMPTE DANS UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER

Le représentant officiel et l'agent officiel doivent, dès qu'ils sont habilités à agir, ouvrir un compte dans une succursale québécoise d'un établissement financier.

Le compte doit permettre au représentant officiel ou à l'agent officiel de recevoir les relevés de compte et les originaux des chèques compensés par l'établissement financier ou de chèques numérisés (**recto verso obligatoirement**).

On entend par établissement financier, une banque à charte, une banque régie par la Loi sur les banques d'épargne du Québec (Statuts révisés du Canada (1970), chapitre B-4), une société de fiducie ou une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (2000, chapitre 29).

DÉNOMINATION DU COMPTE

Dans le cas d'un candidat indépendant autorisé, le représentant officiel et l'agent officiel sont une seule et même personne tout comme le représentant officiel et l'agent officiel d'un parti politique autorisé, à moins que le chef du parti n'en décide autrement par écrit.

Le représentant officiel est la seule personne sous l'autorité de laquelle peuvent être recueillis les fonds du parti politique ou du candidat indépendant (contributions, emprunts, etc.).

L'agent officiel est la seule personne sous l'autorité de laquelle peuvent être effectuées des dépenses électorales.

Dans le cas d'un parti politique, le compte de l'agent officiel doit être distinct de celui du représentant officiel, nonobstant le fait qu'il s'agit généralement de la même personne.

Dans le cas d'un candidat indépendant autorisé, un seul compte est à ouvrir dans un établissement financier **et tous les revenus ainsi que toutes les dépenses touchant l'élection doivent transiter par ce compte, et ce, sans aucune exception**. Toutefois, l'ouverture d'un tel compte n'est pas obligatoire lorsque les sommes qui constituent le fonds électoral proviennent exclusivement de contributions fournies par le candidat indépendant autorisé lui-même (maximum de 1 000 \$ par année).

Cela dit, le compte à ouvrir doit être identifié comme suit :

1. Pour le représentant officiel du parti politique :

« Parti _____ »
(Nom du parti politique)

2. Pour l'agent officiel du parti politique :

« _____ , agent
(Nom de l'agent officiel)
officiel pour _____ »
(Nom du parti politique)

3. Pour le représentant officiel et agent officiel d'un candidat indépendant autorisé :

« _____ , agent
(Nom du représentant officiel et agent officiel du candidat indépendant autorisé)
officiel pour _____ ».
(Nom du candidat indépendant autorisé)

DOCUMENTS REQUIS

Pour faciliter l'ouverture du compte auprès de l'établissement financier, il est suggéré de fournir une copie des documents suivants :

- ◆ déclaration de candidature du candidat indépendant acceptée par le président d'élection de la municipalité, le cas échéant;
- ◆ la demande d'autorisation du parti ou celle du candidat indépendant, attestée soit par le Directeur général des élections, soit par le greffier, le secrétaire-trésorier ou le président d'élection de la municipalité;
- ◆ une pièce d'identité.

DÉPÔTS ET SIGNATURE DES CHÈQUES

Pour tous les dépôts, un bordereau doit être rempli et une copie doit être conservée. Le bordereau de dépôt doit indiquer le nom de la personne et le montant des chèques déposés. De plus, pour toute autre somme reçue en argent comptant, ce bordereau doit également indiquer le nom de la personne ainsi que la somme versée par celle-ci.

Nous vous conseillons de conserver une copie des chèques encaissés.

La signature du représentant officiel ou de l'agent officiel est obligatoire pour la signature des chèques, ce qui n'empêche pas, aux fins de contrôle, la signature d'une deuxième personne.

Directive D-M-5

Reçu de contribution

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM) (art. 429 à 438, 483 et 484)

BUT

Le but de cette directive est de prescrire le contenu du reçu de contribution et de formaliser certaines modalités relatives à leur utilisation.

REÇU DE CONTRIBUTION

Obligation

- ◆ Pour le versement de toute contribution, le représentant officiel ou un solliciteur désigné (voir D-M-6) par ce dernier doit délivrer un reçu au donateur, que la contribution soit en biens ou services ou en argent et à cet effet peu importe le montant versé, sans toutefois excéder la limite, énoncée à l'art. 431 de la LERM, permise par la Loi
- ◆ Lorsqu'une contribution est recueillie directement, le solliciteur doit délivrer un reçu au donateur. Toutefois, lorsqu'une contribution est reçue par la poste ou autrement, un reçu doit être remis au donateur dès que la contribution a été encaissée et que la déclaration de l'électeur a été obtenue.
- ◆ Les montants indiqués aux endroits prévus sur le reçu doivent correspondre exactement au montant recueilli.
- ◆ Il est formellement interdit à quiconque de délivrer un reçu de contribution au nom d'une personne qui n'a pas versé de contribution.

Renseignements obligatoires

Le reçu de contribution doit contenir les renseignements suivants :

- ◆ la mention: « Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, chap. XIII »;
- ◆ le nom du parti autorisé ou celui du candidat indépendant autorisé (est assimilée à un candidat indépendant la personne qui a manifesté l'intention de le devenir), tel qu'inscrit au registre des entités politiques autorisées du Québec;
- ◆ le nom et le prénom de l'électeur (donateur);
- ◆ l'adresse complète du domicile de l'électeur (n°, rue, app., ville et code postal), tel qu'établi en vertu du Code civil (art. 75 à 78). Dans le cas d'un électeur non domicilié, indiquer l'adresse qui justifie sa qualité d'électeur dans la section « Remarques »;

- ◆ le nom de l'employeur du donateur au moment du versement de la contribution;
- ◆ une case devant servir pour toutes remarques pertinentes;
- ◆ une section comportant une déclaration par l'électeur, signée et datée par ce dernier, qui mentionne que sa contribution est faite à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie et qui n'a pas fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement;
- ◆ le nom et la signature du représentant officiel ou du solliciteur, le cas échéant;
- ◆ la date d'émission du reçu;
- ◆ une prénumérotation consécutive imprimée sur chaque reçu;
- ◆ **le montant et le mode de paiement :**

Case A : le montant en argent comptant (selon la limite énoncée à l'art. 436 de la LERM);

Case B : le montant sous forme de chèque encaissable immédiatement;

Case C : le montant sous forme de chèques postdatés encaissables avant le 31 décembre de l'année civile en cours, leur nombre et, à la section « Remarques », la date d'encaissement et le montant de chaque chèque postdaté;

Case D : le montant au moyen d'une carte de crédit;

Case E : le montant au moyen d'un virement de fonds;

Case F : le montant total de la contribution en argent relatif à l'année civile en cours, aux fins d'impôt seulement;

- ◆ une case pour la ventilation du paiement.
- ◆ **la contribution en biens ou services**

Case G : la nature et la valeur des biens ou des services rendus gratuitement (une telle contribution n'est pas admissible aux fins d'impôt).

Le texte qui suit doit apparaître au verso du reçu :

Nom de l'employeur

Le nom de l'employeur du donateur au moment du versement de la contribution est maintenant un renseignement obligatoire à inscrire sur le reçu de contribution

Activité politique – Prix d'entrée

Seul le représentant officiel peut décider que le prix d'entrée à une activité politique n'est pas une contribution lorsque ce prix n'excède pas 60 \$ par jour jusqu'à concurrence d'une entrée par personne (article 428.7^o de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités)

Extraits d'articles pertinents de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM)

Les articles 429 et 430 de la LERM stipulent que seul un électeur de la municipalité peut faire une contribution en faveur d'un parti ou d'un candidat indépendant titulaire d'une autorisation valable pour la municipalité. Cette contribution doit être faite par l'électeur lui-même et à même ses propres biens. Une contribution doit être faite volontairement, sans compensation ni contrepartie et elle ne peut faire l'objet d'un quelconque remboursement.

Pour sa part, l'article 431 énonce le montant total des contributions qui ne peut être dépassé, pour un même électeur, à chacun des partis et des candidats indépendants autorisés, au cours d'un même exercice financier.

De plus, l'article 436 précise le montant d'une contribution en argent qui doit être faite au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement signé par l'électeur, tiré sur son compte dans un établissement financier qui a un bureau au Québec et fait payable à l'ordre du parti ou du candidat indépendant autorisé. Une telle contribution peut également être faite, conformément aux directives du Directeur général des élections, au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds à un compte que détient le représentant officiel du parti ou du candidat indépendant autorisé auquel cette contribution est destinée.

La LERM spécifie également aux articles 610, 636.3 et 641.1 qu'est passible, s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 5 000 \$ à 20 000 \$ pour une première infraction et de 10 000 \$ à 30 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans ou, s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ pour une première infraction et de 50 000 \$ à 200 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans, toute personne qui contrevient ou tente de contrevirer notamment aux articles 429 à 431 et :

- 1^o la personne qui, par la menace ou la contrainte ou par une promesse de compensation, de contrepartie ou de remboursement, incite un électeur à faire une contribution;
- 2^o l'électeur qui déclare faussement que sa contribution est faite à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie et qu'elle n'a fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement.

De plus, aucun contrat public ne peut être conclu avec toute personne physique ou morale qui a été déclarée coupable d'une infraction pour violation (renvoi aux art. 429, 430 et 431) à l'un des paragraphes, 2^o à 4^o de l'article 610. Cette interdiction est d'une période de trois ans ou, en cas de récidive dans les dix ans, d'une période de cinq ans.

Ces infractions constituent une manœuvre électorale frauduleuse. Une personne déclarée coupable d'une telle infraction perd notamment, pour une période de 5 ans, le droit de voter, d'être candidate à une élection, de se livrer à un travail de nature partisane et d'agir comme membre du personnel électoral.

Crédit d'impôt

Sous réserve des conditions et règles établies par Revenu Québec, une contribution en argent peut donner lieu à un crédit d'impôt.

Contribution faite par chèque

Il est fortement recommandé qu'une photocopie de tous les chèques encaissés par le représentant officiel soit conservée par le parti, et ce, afin de s'assurer que les contributions proviennent réellement de l'électeur (art. 429 et 430 LERM).

Reçu provisoire

Dans le but de faciliter l'obtention de la déclaration de l'électeur exigée sur un reçu de contribution, le DGE met à la disposition des représentants officiels un reçu provisoire. Vous trouverez ce formulaire sur notre site Web « electionsquebec.qc.ca » sous la rubrique « municipal » à l'item « formulaires et guides » [Reçu provisoire de contribution \(signature de l'électeur\)](#) (DGE-1431-VF).

Ce reçu provisoire doit être rempli et imprimé par l'électeur, **et contenir la signature de l'électeur ou de l'électrice** à la section « Déclaration signée par l'électeur ou l'électrice ». Par la suite, il doit être transmis à l'entité autorisée, soit par la poste, par télécopieur ou par courriel (dans ce cas, un document PDF est requis).

Le représentant officiel doit joindre une copie du reçu provisoire au reçu « officiel » prénuméroté destiné au DGE pour répondre aux exigences de l'article 434 de la LERM.



DGE-1431-VF (13-05)

Contribution versée par

IDENTIFICATION	Nom	Prénom	Date de naissance (AAAA-MM-JJ)
	<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> M ^{me}		
	Adresse du domicile (n° civique, rue, app.)		
	Municipalité		
	Code postal		
Nom de l'employeur (voir verso)			Téléphone

Remarques

Déclaration signée par l'électeur ou l'électrice
(articles 429, 430 et 434 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités)

Je déclare que ma contribution :

- est faite à même mes propres biens;
- est faite volontairement;
- est faite sans compensation ni contrepartie;
- n'a pas fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement.

Pour verser une contribution à une entité politique autorisée, vous devez posséder la qualité d'électeur au sens de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et votre paiement doit être fait par vous-même et selon les exigences légales inscrites au verso.

Signature

Date

Représentant officiel ou solliciteur

Nom	Prénom	Signature	Date
-----	--------	-----------	------

REÇU DE CONTRIBUTION

No MF-

Contribution versée à une entité autorisée

Nom du parti politique ou candidat indépendant

Montant et mode de paiement

A Argent comptant	B Chèque encaissable immédiatement
_____ \$	_____ \$
C Chèque(s) postdaté(s) année courante	D Carte de crédit *
Nombre _____ \$	_____ \$
E Virement de fonds *	F Contribution aux fins de l'impôt
_____ \$	Année 20 _____ \$
* D et E Joindre le formulaire de paiement	

Ventilation du paiement (A+B+C+D+E) :

Contribution	_____ \$
Adhésion	_____ \$
Activité politique - Prix d'entrée (voir verso)	_____ \$
Montant total du paiement	_____ \$

Contribution en biens ou services

G Description :	Montant
_____	_____ \$

Nom de l'employeur

Le nom de l'employeur du donateur au moment du versement de la contribution.

Activité politique - Prix d'entrée

Seul le représentant officiel peut décider que le prix d'entrée à une activité politique n'est pas une contribution lorsque ce prix n'excède pas 60 \$ par jour jusqu'à concurrence d'une entrée par personne (article 428.7° de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités).

Extraits d'articles pertinents de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM)

Les articles 429 et 430 de la LERM stipulent que seul un électeur de la municipalité peut faire une contribution en faveur d'un parti ou d'un candidat indépendant titulaire d'une autorisation valable pour la municipalité. Cette contribution doit être faite par l'électeur lui-même et à même ses propres biens. Une contribution doit être faite volontairement, sans compensation ni contrepartie, et elle ne peut faire l'objet d'un quelconque remboursement.

Pour sa part, l'article 431 énonce le montant total des contributions qui ne peut être dépassé pour un même électeur, à chacun des partis et des candidats indépendants autorisés, au cours d'un même exercice financier.

De plus, l'article 436 précise le montant d'une contribution en argent qui doit être faite au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement signé par l'électeur, tiré sur son compte dans un établissement financier qui a un bureau au Québec et fait payable à l'ordre du parti ou du candidat indépendant autorisé. Une telle contribution peut également être faite, conformément aux directives du directeur général des élections, au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds à un compte que détient le représentant officiel du parti ou du candidat indépendant autorisé auquel cette contribution est destinée.

La LERM spécifie également aux articles 610, 636.3 et 641.1 qu'est passible, s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 5 000 \$ à 20 000 \$ pour une première infraction et de 10 000 \$ à 30 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans ou, s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ pour une première infraction et de 50 000 \$ à 200 000 \$ pour toute récidive dans les 10 ans, toute personne qui contrevient ou tente de contrevioler notamment aux articles 429 à 431 et :

- 1° la personne qui, par la menace ou la contrainte ou par une promesse de compensation, de contrepartie ou de remboursement, incite un électeur à faire une contribution;
- 2° l'électeur qui déclare faussement que sa contribution est faite à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle n'a fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement.

De plus, aucun contrat public ne peut être conclu avec toute personne physique ou morale qui a été déclarée coupable d'une infraction pour violation à l'un des paragraphes, 2° à 4° de l'article 610 (renvoi aux art. 429, 430 et 431). Cette interdiction est d'une période de trois ans ou, en cas de récidive dans les dix ans, d'une période de cinq ans.

Ces infractions constituent une manœuvre électorale frauduleuse. Une personne déclarée coupable d'une telle infraction perd notamment, pour une période de 5 ans, le droit de voter, d'être candidate à une élection, de se livrer à un travail de nature partisane et d'agir comme membre du personnel électoral.

Crédit d'impôt

Sous réserve des conditions et règles établies par Revenu Québec, une contribution en argent peut donner lieu à un crédit d'impôt.

Directive D-M-6

Certificat de la personne autorisée à solliciter des contributions et liste des sollicitateurs

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 432 et 434)

BUT

Cette directive a pour but de prescrire :

- ◆ le contenu du certificat de la personne autorisée à solliciter des contributions;
- ◆ la liste des sollicitateurs désignés;
- ◆ la procédure de contrôle à l'égard des reçus de contribution remis à un sollicitateur par un représentant officiel.

CONTEXTE

La sollicitation d'une contribution ne peut être faite que sous la responsabilité du représentant officiel et que par l'entremise des personnes qu'il désigne par écrit à cette fin. Toute personne autorisée à solliciter des contributions doit, sur demande, exhiber un certificat signé par le représentant officiel et attestant sa qualité. Celui qui reçoit la contribution doit délivrer un reçu au donateur et s'assurer que le donateur a signé la case intitulée « Déclaration signée par l'électeur ou l'électrice ». À cet égard, le Directeur général des élections met à la disposition du représentant officiel des livrets de reçus de contribution (voir la directive D-M-5 pour plus de renseignements).

Il est demandé à tout représentant officiel de contrôler les reçus qui lui ont été remis et d'en faire part au trésorier de la municipalité en même temps que la production de tout rapport financier (voir la section 5 de la D-M-8).

Certificat de la personne autorisée à solliciter des contributions

Le certificat de la personne autorisée à solliciter des contributions doit comprendre les informations suivantes (voir annexe I) :

- ◆ le nom du représentant officiel;
- ◆ le nom de l'entité à laquelle est destinée la contribution;
- ◆ le nom de la municipalité;
- ◆ les nom et adresse du sollicitateur;
- ◆ la période au cours de laquelle le sollicitateur est désigné pour solliciter et recueillir des contributions;

- ◆ la date à laquelle le certificat est remis;
- ◆ la signature de la personne désignée;
- ◆ la signature du représentant officiel;
- ◆ le numéro du certificat (déterminé par le représentant officiel);
- ◆ les numéros de reçus de contribution remis;
- ◆ la déclaration du solliciteur.

Dès qu'une personne est autorisée à solliciter des contributions, le représentant officiel doit :

- ◆ remplir et remettre au solliciteur désigné le « Rapport de conciliation des reçus remis à un solliciteur » présenté à l'annexe II;
- ◆ aviser le solliciteur qu'il doit remplir ce rapport et le transmettre au représentant officiel dès la fin de la période où celui-ci cesse d'agir à ce titre ou à la demande expresse du représentant officiel. Le solliciteur doit alors remettre toutes les copies des reçus qu'il a en main;
- ◆ faire signer le solliciteur dans l'espace prévu à cette fin et signer la section réservée au représentant officiel afin de confirmer la réception des copies des reçus remis par le solliciteur;
- ◆ conserver ce rapport.

Liste des personnes autorisées à solliciter des contributions

Le représentant officiel doit dresser et tenir à jour une liste des personnes autorisées à solliciter des contributions. Cette liste doit comprendre les informations suivantes (voir annexe III) :

- ◆ les nom et adresse de chaque solliciteur désigné;
- ◆ la période au cours de laquelle le solliciteur est désigné pour solliciter et recueillir des contributions;
- ◆ le numéro du certificat émis correspondant à chaque solliciteur;
- ◆ les numéros des reçus de contribution remis.

Production de la liste des solliciteurs

Le représentant officiel doit transmettre au trésorier de la municipalité la liste des personnes autorisées à solliciter des contributions en même temps que son rapport financier.

ANNEXE I

CERTIFICAT DE LA PERSONNE AUTORISÉE À SOLLICITER DES CONTRIBUTIONS

En vertu de l'article 432 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, je _____
 _____, représentant officiel de _____
 (Nom)
 _____ désigne _____
 (Nom du parti ou du candidat indépendant autorisé) (Nom du sollicitateur)
 domicilié au _____
 (Adresse)
 pour solliciter et recueillir des contributions pour le parti ou le candidat mentionné ci-dessus dans la
 municipalité de _____
 (Nom de la municipalité)
 au cours de la période du _____ au _____
 (Année/Mois/Jour) (Année/Mois/Jour)
 Signé à _____, ce _____.
 (Municipalité) (Date)

 (Signature de la personne désignée (solliciteur) (Signature du représentant officiel)

Numéro du certificat : _____ Reçus de contribution remis : _____ à _____
 (Numéro) (Numéro)

DÉCLARATION DU SOLLICITEUR

Je, _____, désigné à titre de personne autorisée à
 (Nom et prénom)
 solliciter des contributions, m'engage à exhiber, sur demande, le présent certificat à tout électeur qui
 versera une contribution et à l'informer que **toute contribution doit être versée par l'électeur lui-même, à même ses propres biens, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle n'a fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement (ex : association, syndicat, personne morale et autre personne).**

 (Signature du sollicitateur) (Date)

N.B. Si le délégué du représentant officiel émet le présent certificat, faire les adaptations nécessaires conformément à l'article 435 de la LERM.

ANNEXE II

RAPPORT DE CONCILIATION DES REÇUS REMIS À UN SOLLICITEUR

PÉRIODE DU _____ AU _____

Nom et prénom du solliciteur :

CONCILIATION DES REÇUS						
N ^{os} de série des reçus remis par le représentant officiel (ventilés par livrets) De : A :	QUANTITÉ DE REÇUS					
	A	B	C	D	E	F
	Non utilisés et détenus en début de période (colonne F du rapport précédent)	Obtenus au cours de la période	Délivrés à des donateurs (copies 1, 3 & 4 ci-jointes) (1)	Abîmés ou annulés (détail ci-bas) (2)	Non utilisés et retournés au RO (détail ci-bas) (3)	Non utilisés et détenus à la fin de la période
TOTAL						

Numéros de série des reçus abîmés ou annulés (remis sous pli)

N^{os}

Numéros de série des reçus retournés au représentant officiel (remis sous pli)

N^{os}

REMARQUES

- (1) Le reçu ne peut être délivré qu'à un électeur de la municipalité qui a fait lui-même une contribution à même ses propres biens. Remettre au représentant officiel toutes les copies 1, 3 et 4 des reçus délivrés en même temps que le présent rapport.
- (2) Les reçus abîmés ou annulés doivent être retournés au représentant officiel ou sinon, fournir les détails et les motifs des reçus non retournés.
- (3) Ce rapport doit être rempli et transmis au représentant officiel dès que le solliciteur cesse d'agir à ce titre ou à la demande expresse du représentant officiel. Le solliciteur doit alors remettre toutes les copies des reçus qu'il a en main.

J'atteste que les renseignements précédents sont vrais, exacts et complets.

Signature du solliciteur

Date

J'accuse réception des copies 1, 3 et 4 des reçus délivrés, de toutes les copies de reçus abîmés ou annulés et des reçus non utilisés, dont les quantités sont indiquées dans ce rapport de conciliation.

Signature du représentant officiel

Date

ANNEXE III

LISTE DES PERSONNES AUTORISÉES À SOLLICITER DES CONTRIBUTIONS

En vertu de l'article 432, je _____
 (Nom)
 représentant officiel de _____
 (Nom du parti ou du candidat indépendant autorisé)
 de la municipalité de _____
 (Nom de la municipalité)
 ai désigné par écrit les personnes énumérées ci-dessous pour solliciter des contributions.

Nom et adresse des sollicitateurs	Pour la période		Numéro du certificat	Numéro des reçus de contribution remis	
	Du	Au		De	À
Nom et prénom					
Adresse					
Nom et prénom					
Adresse					
Nom et prénom					
Adresse					
Nom et prénom					
Adresse					
Nom et prénom					
Adresse					

_____	_____
(Signature du représentant officiel)	(Date)

N.B. : Si vous avez désigné des personnes pour solliciter des contributions, vous devez remplir ce formulaire et le retourner au trésorier de la municipalité lors de la transmission du rapport financier.

Directive D-M-7

Tenue des registres comptables

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 397, 408, 413 et 489)

BUT

Le but de cette directive est de rendre uniforme la tenue des registres comptables et de déterminer les renseignements requis pour la préparation des rapports.

En 2010, le Directeur général des élections a développé une application informatique pour la tenue des registres comptables (R.C.M.). Pour avoir accès à cette application, vous devez communiquer avec la Direction du financement des partis politiques du DGE.

CONTENU

Les registres comptables

Les registres comptables sous la responsabilité du représentant officiel sont différents de ceux qui sont sous la responsabilité de l'agent officiel.

Les registres comptables d'un représentant officiel

Les registres comptables d'un représentant officiel se composent des registres « caisse-recettes », « caisse-déboursés », « salaires » et « grand livre général ». La tenue d'un grand livre général est requise pour le parti seulement. Le candidat indépendant autorisé n'est pas tenu de tenir un grand livre.

◆ Registre « caisse-recettes »

Ce registre doit refléter toutes les rentrées d'argent.

Les copies des bordereaux de dépôts et les rapports d'activités serviront à remplir ce registre.

Ce registre peut contenir, notamment, les renseignements suivants :

- ◆ la date et le montant du dépôt;
- ◆ les contributions de moins de 100 \$ et leur nombre;
- ◆ les contributions de 100 \$ ou plus et leur nombre;
- ◆ les sommes de 25 \$ ou moins recueillies pour l'adhésion au parti et leur nombre;

- ◆ les sommes de 60 \$ ou moins, n'ayant pas fait l'objet d'un reçu de contribution, recueillies comme prix d'entrée à une activité ou manifestation à caractère politique et leur nombre. Ce montant est limité à 3 % du total des contributions recueillies pendant l'année;
- ◆ les sommes de 60 \$ ou moins, ayant fait l'objet d'un reçu de contribution et les sommes versées pour un billet de plus de 60 \$, faisant obligatoirement l'objet d'un reçu de contribution, recueillies comme prix d'entrée à une activité ou manifestation à caractère politique et leur nombre;
- ◆ le montant des revenus accessoires recueillis au cours d'une activité ou manifestation tenue à des fins politiques;
- ◆ les sommes reçues par voie de transfert de l'agent officiel;
- ◆ les sommes empruntées;
- ◆ le remboursement par la municipalité des dépenses électorales;
- ◆ le remboursement par la municipalité des frais de vérification;
- ◆ les intérêts encaissés;
- ◆ autres (ex. : remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers qui s'applique aux municipalités de 50 000 habitants ou plus; allocation aux partis politiques autorisés qui s'applique aux municipalités de Montréal et Québec).

Ce registre sera additionné mensuellement et les totaux obtenus seront reportés au grand livre général.

Mensuellement, les dépôts apparaissant au relevé bancaire seront conciliés avec ceux inscrits au registre.

◆ **Registre « caisse-déboursés »**

Tous les déboursés doivent être inscrits dans ce registre.

Le livret de chèques et les rapports des dépenses de petite caisse serviront à remplir ce registre.

Ce registre peut contenir, notamment, les renseignements suivants :

- ◆ la date, le numéro et le montant du chèque ainsi que le nom de son bénéficiaire;
- ◆ le loyer du bureau permanent du parti;
- ◆ les sorties de fonds par voie de transfert à l'agent officiel;
- ◆ le remboursement, au trésorier de la municipalité le cas échéant, de l'excédent de 3 % des revenus d'activités;
- ◆ les sommes payées en remboursement du capital d'un emprunt;
- ◆ les intérêts versés sur emprunt;
- ◆ les frais de vérification;
- ◆ le remboursement des contributions faites contrairement à la Loi;
- ◆ les dépenses courantes;
- ◆ divers (avec explications).

Ce registre sera additionné mensuellement et les totaux obtenus seront reportés au grand livre général.

Tous les déboursés apparaissant au relevé bancaire seront conciliés mensuellement avec ceux inscrits au registre.

Une conciliation bancaire sera dressée mensuellement.

◆ Registre « salaires »

Tous les salaires payés devront être inscrits dans ce registre.

Ce registre peut contenir, notamment, les renseignements suivants :

- ◆ les nom et prénom de l'employé;
- ◆ l'adresse complète de son domicile;
- ◆ son numéro d'assurance sociale;
- ◆ la base de rémunération : le salaire hebdomadaire, le tarif horaire, etc.;
- ◆ le total des exemptions fédérales et provinciales;
- ◆ le nombre d'heures travaillées, le cas échéant;
- ◆ le salaire brut;
- ◆ le détail des déductions à la source effectuées, soit les impôts fédéral et provincial, les rentes du Québec, l'assurance-emploi, etc.;
- ◆ le salaire net;
- ◆ le numéro du chèque correspondant au paiement du salaire net;
- ◆ le sommaire des salaires payés pour chaque mois et le détail des remises mensuelles à effectuer aux gouvernements fédéral et provincial.

Ce registre devra être additionné mensuellement et les totaux obtenus seront reportés au grand livre général.

◆ Registre « grand livre général »

Un grand livre général doit être tenu. Il doit contenir tous les comptes apparaissant dans les registres « caisse-recettes », « caisse-déboursés » et « salaires » ainsi que ceux requis pour passer, le cas échéant, dans le seul cas des dépenses, d'une comptabilité de caisse à une comptabilité d'exercice (exemple : comptes à payer, intérêts à payer, etc.).

Pour la préparation du rapport financier, il est essentiel de tenir compte notamment des éléments suivants :

- ◆ les dépenses engagées et non payées (comptes à payer et frais courus);
- ◆ les intérêts encourus sur les montants en dépôt ou autres placements;
- ◆ les contributions reçues et encaissables avant la fin de l'exercice financier, mais non déposées en banque à la fin de cet exercice. En conséquence, une contribution ne doit être comptabilisée comme revenu que pour l'exercice au cours de laquelle elle est encaissable;
- ◆ les contributions en biens ou services fournis gratuitement.

Le registre comptable d'un agent officiel

L'agent officiel doit tenir un registre « caisse-déboursés » dans lequel tous les déboursés seront inscrits. Le rapport de dépenses électorales peut tenir lieu de registre.

Le livret des chèques et les rapports des dépenses de petite caisse serviront à remplir ce registre.

Ce registre doit contenir, notamment, les renseignements suivants :

- ◆ la date et le numéro de chèque;
- ◆ le nom du bénéficiaire;
- ◆ le numéro consécutif donné à la pièce justificative;
- ◆ le montant du chèque;
- ◆ la distribution des dépenses électorales par catégorie :
 - ◆ publicité
 - ◆ biens et services
 - ◆ location de locaux
 - ◆ voyages et repas

Ce registre sera additionné. Les totaux obtenus devront correspondre à ceux du rapport de dépenses électorales auxquelles on aura pris soin d'inclure le total des dépenses faites non réclamées et celui des dépenses électorales payées par le représentant officiel, mais réputées avoir été payées sur le fonds électoral (article 452).

Les exigences additionnelles

Dans le cas d'un représentant officiel :

- ◆ déposer tous les montants reçus (argent ou chèques) dans votre compte de banque avant de les utiliser pour payer des dépenses non incluses dans les dépenses électorales ou pour rembourser des emprunts;
- ◆ conserver tous vos reçus, factures ou pièces justificatives relatifs à vos dépenses; tous ces documents sont nécessaires pour la préparation et la vérification du rapport financier;
- ◆ conserver une copie de chaque bordereau de dépôt de banque. Assurez-vous de bien inscrire sur votre bordereau de dépôt ou sur tout autre document qui y ferait référence, le nom du signataire du chèque déposé ainsi que le montant. Pour les sommes récoltées en argent comptant, vous devez inscrire la nature de ces revenus.
- ◆ Nous vous suggérons de conserver, avec le dépôt, une copie des chèques déposés.

Dans le cas d'un agent officiel :

- ◆ conserver tous vos reçus, factures ou pièces justificatives et vos chèques relatifs à vos dépenses électorales. Tous ces documents sont nécessaires pour préparer votre rapport de dépenses électorales;
- ◆ tous ces documents doivent accompagner votre rapport de dépenses électorales.

Dans le cas d'un agent officiel d'un parti :

- ◆ déposer tous les montants reçus du représentant officiel du parti dans le compte de banque constituant le fonds électoral, avant de les utiliser pour payer des dépenses électorales;
- ◆ indiquer clairement, lorsque vous faites une dépense électorale, à quel candidat cette dépense est imputée.

Dans tous les cas :

- ◆ effectuer tous les paiements par chèques (sauf ceux faits par la petite caisse);
- ◆ vous pouvez de plus tenir une petite caisse pour vous permettre de payer des menues dépenses qui sont normalement payées comptant:
 - ◆ cette petite caisse doit être constituée au moyen d'un chèque tiré sur votre compte de banque;
 - ◆ vous devez avoir des factures acquittées ou des reçus détaillés pour justifier tous les paiements faits à partir de la petite caisse;
 - ◆ en tout temps, l'argent en main plus le montant des factures doit être égal au montant original de la petite caisse;
 - ◆ cette petite caisse pourra être renflouée périodiquement au moyen d'un chèque tiré de votre compte de banque (règle générale d'un montant correspondant au total des factures);
 - ◆ toutes les factures doivent être conservées car elles seront nécessaires, selon le cas, lors de la vérification des opérations du parti ou lors de la production du rapport de dépenses électorales.

Directive D-M-8

Rapport financier d'un parti politique autorisé

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 479 à 482)

BUT

Cette directive a pour but de prescrire le contenu minimal du rapport financier d'un parti politique devant être produit annuellement par son représentant officiel.

CONTENU

Le rapport financier doit comporter le bilan au 31 décembre 20.... et, pour l'exercice terminé à cette date, les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie ainsi que les notes complémentaires et les sections 1 à 5 (**obligatoirement à chaque année**) comportant les renseignements supplémentaires décrits aux modèles joints à la présente directive.

Le bilan doit être signé par le représentant officiel du parti.

Par ailleurs, lorsque les recettes* recueillies excèdent 5 000 \$, le rapport financier doit être accompagné du rapport du vérificateur dûment signé par ce dernier, tel que prescrit à la directive D-M-9.

C'est uniquement dans cette situation que le rapport du vérificateur est exigé par la loi.

* Les recettes recueillies sont les produits provenant d'opérations d'exploitation comptabilisés selon une comptabilité d'exercice (ex. : contributions, remboursement de dépenses électorales et frais de vérification) et les rentrées de fonds découlant des opérations hors exploitation (ex. : emprunts).

NOM DU PARTI**ÉTAT DES RÉSULTATS**

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

PRODUITS

	<u>20-Y</u>	<u>20-X</u>
Contributions de 100 \$ ou plus (Nombre donateurs : ____ 20-Y; ____ 20-X) (Remplir la note 6 et la section 1)	- \$	- \$
Contributions de moins de 100 \$ (Nombre donateurs: ____ 20-Y; ____ 20-X) (Remplir la note 6)	-	-
Adhésions (Nombre : ____ 20-Y; ____ 20-X) (Note ...)	-	-
Prix d'entrée à des activités ou de manifestations à caractère politique (section 3) (Nombre de billets vendus ____ 20-Y; ____ 20-X)	-	-
Revenus accessoires (section 3)	-	-
Remboursement, par la municipalité, des dépenses électorales	-	-
Remboursement, par la municipalité, des frais de vérification	-	-
Remboursement par la municipalité des dépenses de recherche et de soutien des conseillers et/ou d'allocations	-	-
Transferts reçus de l'agent officiel	-	-
Intérêts	-	-
Autres (préciser)	-	-
	-	-
CHARGES		
Activités ou manifestations à caractère politique	-	-
Loyer de bureau permanent	-	-
Fournitures de bureau	-	-
Télécommunications	-	-
Salaires	-	-
Services professionnels	-	-
Frais de vérification	-	-
Intérêts sur emprunt	-	-
Transferts faits à l'agent officiel	-	-
Remboursement de contributions	-	-
Remboursement de l'excédent du 3 % des revenus d'activités	-	-
Amortissement	-	-
Autres (préciser)	-	-
	-	-
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	- \$	- \$

Les notes complémentaires et les sections comportant les renseignements supplémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOM DU PARTI

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

ACTIFS NETS	Investis en immobilisations	Non affectés	20-Y Total	20-X Total
Solde au début	- \$	- \$	- \$	- \$
Excédent des produits sur les charges	(-) ¹	-	-	-
Investissements en immobilisations	- ²	(-)	-	-
Solde à la fin	- \$	- \$	- \$	- \$

1 COMPREND :	Amortissement	- \$
2 COMPREND :	Remboursement en capital de l'emprunt hypothécaire	-
	Acquisition de matériel au moyen de ressources non affectées	-
	Augmentation des actifs nets investis en immobilisations	- \$

Les notes complémentaires et les sections comportant les renseignements supplémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOM DU PARTI**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

	<u>20-Y</u>	<u>20-X</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Résultat net de l'exercice	- \$	- \$
Amortissement des immobilisations	-	-
Perte (gain) sur disposition d'immobilisations	-	-
Autres (préciser)	-	-
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	-	-
Rentrées (sorties) de fonds nettes – activités de fonctionnement	-	-
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT		
Emprunt à long terme	-	-
Remboursement de la dette à long terme	-	-
Acquisition de placements	-	-
Acquisition d'immobilisations	-	-
Disposition d'immobilisations	-	-
Autres (préciser)	-	-
Rentrées (sorties) de fonds nettes – activités de financement et d'investissement	-	-
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	-	-
LIQUIDITÉS au début de l'exercice*	-	-
LIQUIDITÉS à la fin de l'exercice*	- \$	- \$

* Comprennent l'encaisse et les placements temporaires ou, le cas échéant, le découvert et l'emprunt de banque.

Les notes complémentaires et les sections comportant les renseignements supplémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOM DU PARTI**BILAN**

Au 31 décembre 20-Y

	<u>20-Y</u>	<u>20-X</u>
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	- \$	- \$
Dépôts à terme	-	-
Débiteurs	-	-
Autres (préciser)	-	-
	<hr/>	<hr/>
PLACEMENTS (note ...)	-	-
	<hr/>	<hr/>
IMMOBILISATIONS (note ...)	-	-
Autres actifs à long terme	-	-
	<hr/>	<hr/>
Total actif	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>
PASSIF À COURT TERME		
Découvert de banque	- \$	- \$
Emprunts de banque (note ...) (section 2)	-	-
Créditeurs	-	-
Autres (préciser)	-	-
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	-	-
	<hr/>	<hr/>
	-	-
	<hr/>	<hr/>
DETTE À LONG TERME (note ...)	-	-
Autres passifs à long terme	-	-
	<hr/>	<hr/>
Total passif	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	-	-
Actifs nets non affectés	-	-
	<hr/>	<hr/>
	-	-
	<hr/>	<hr/>
	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>

Les notes complémentaires et les sections comportant les renseignements supplémentaires font partie intégrante des états financiers.

 Signature du représentant officiel

6. Contributions

	Argent		Biens et services		Total	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	20-Y	20-X
De 100 \$ ou plus (section 1)	-	- \$	-	- \$	- \$	- \$
De moins de 100 \$	-	-	-	-	-	D-M-8
	-	- \$	-	- \$	- \$	- \$

NOM DU PARTI
7. Engagement

Bail (description : adresse, durée, montant).

8. Autres (préciser)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

NOM DU PARTI

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

Les sections suivantes doivent être remplies, s'il y a lieu :

- ◆ Section 1 : Liste des électeurs dont le total est de 100 \$ ou plus
- ◆ Section 2 : Emprunts et cautionnements
- ◆ Section 3 : Sommes recueillies à l'occasion d'activités ou de manifestations à caractère politique
- ◆ Section 4 : Établissements financiers où sont déposées les sommes recueillies
- ◆ Section 5 : Conciliation des reçus officiels

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

* Si une contribution est versée par un électeur non domicilié, il faut inscrire l'adresse qui justifie la qualité d'électeur.

SECTION 2

EMPRUNTS ET CAUTIONNEMENTS
EMPRUNTS

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

<i>Nom, prénom et adresse du prêteur</i>	Date de l'emprunt	Taux d'intérêt	Solde au début	Montant emprunté dans l'exercice	Montant remboursé dans l'exercice	Solde à la fin	Intérêts payés dans l'exercice
TOTAL							

Cautionnements

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

NOM ET PRÉNOM DE L'ÉLECTEUR	ADRESSE DE L'ÉLECTEUR (N°, rue, app., ville et code postal)	MONTANT CAUTIONNÉ

N.B. Tout électeur peut prêter et se porter garant d'un emprunt pour un maximum de 10 000 \$.

SECTION 3

SOMMES RECUEILLIES À L'OCCASION D'ACTIVITÉS
OU DE MANIFESTATIONS À CARACTÈRE POLITIQUE

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

DATE	LIEU ET NATURE	PRIX D'ENTRÉE	SOMMES RECUEILLIES		REVENUS ACCESSOIRES	
			avec reçus de contribution*	sans reçu de contribution		
TOTAL						

Pour chaque activité, remplir et joindre le formulaire DGE-1070 (voir D-M-26).

* Ces sommes doivent faire partie du montant des contributions à inscrire à l'état des résultats.

SECTION 4

ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS OÙ SONT
DÉPOSÉES LES SOMMES RECUEILLIES

Exercice terminé le 31 décembre 20-Y

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT	N° DU COMPTE

SECTION 5

CONCILIATION DES REÇUS

	Quantité de reçus					
	A	B	C	D	E	F
N° de série des reçus (ventilés par livret) DE : À :	Non utilisés et détenus en début de période (colonne F du rapport précédent)	Obtenus au cours de la période	Délivrés à des donateurs par le représentant officiel ou un solliciteur	Abîmés ou annulés (détail ci-dessous)	Perdus	Non utilisés et détenus à la fin de la période
TOTAL						
Numéros de série des reçus abîmés ou annulés (remis sous pli)						
N ^{os}						

Directive D-M-9

Rapport du vérificateur (auditeur indépendant)

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 488)

BUT

Cette directive a pour but de prescrire le rapport du vérificateur (auditeur indépendant) devant accompagner le rapport financier d'un parti politique autorisé lorsque les recettes* recueillies excèdent 5 000 \$.

C'est uniquement dans cette situation que le rapport du vérificateur est exigé par la Loi.

Le vérificateur doit en effet attester, si tel est le cas, que le rapport financier donne, à tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du parti à la date de la fin de l'exercice visé ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, préparé conformément au référentiel d'information financière applicable (principes comptables généralement reconnus).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR (AUDITEUR INDÉPENDANT)

Le vérificateur (auditeur indépendant) délivre son rapport à la direction du parti politique autorisé.

Ce rapport doit être fait suivant les normes canadiennes d'audit (NCA) de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

* Les recettes recueillies sont les produits provenant d'opérations d'exploitation comptabilisés selon une comptabilité d'exercice (ex. : contributions, remboursement des dépenses électorales et frais de vérification) et les rentrées de fonds découlant des opérations hors exploitation (ex. : emprunts).

Directive D-M-10

Contrôle des reçus par le représentant officiel d'un parti autorisé

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 432 à 434 et 483)

BUT

Cette directive a pour but de prescrire la procédure de contrôle que doit suivre le représentant officiel d'un parti politique autorisé à l'égard des reçus officiels qui lui ont été transmis par le Directeur général des élections (DGE) ou ceux, le cas échéant, qu'il a fait imprimer pour son usage.

CONTEXTE

La sollicitation d'une contribution ne peut être faite que sous la responsabilité du représentant officiel et que par l'entremise de personnes qu'il désigne par écrit à cette fin. Celui qui reçoit la contribution doit délivrer un reçu au donateur et s'assurer que la section intitulée « Déclaration signée par l'électeur ou l'électrice » est dûment signée par le donateur.

Le représentant officiel doit transmettre au trésorier de la municipalité, et ce, à chaque trimestre, soit en janvier, avril, juillet et octobre, les premières et quatrièmes copies des reçus de contribution délivrés pour cette période par lui ou par les personnes qu'il a désignées par écrit à cette fin.

Lors de l'autorisation d'un parti politique, le DGE transmet au représentant officiel un nombre déterminé de livrets de reçus. Il est possible d'obtenir des livrets additionnels sur demande. Le représentant officiel d'un parti peut aussi utiliser des reçus de contribution qu'il fait lui-même imprimer pour son usage, à condition de respecter les exigences prévues à la directive D-M-5 et d'obtenir, au préalable, du Directeur général des élections, une autorisation écrite d'utiliser ces reçus.

Puisque de tels reçus peuvent donner droit à un crédit d'impôt, un contrôle rigoureux est demandé au représentant officiel à l'égard des reçus qu'il détient et de ceux qu'il délivre.

PROCÉDURES DE CONTRÔLE

Dès la réception des livrets de reçus transmis par le DGE :

- ◆ S'assurer que les numéros de série et la quantité de reçus remis correspondent à ce qui est inscrit sur la lettre d'envoi du DGE.
- ◆ Transmettre l'accusé de réception prévu à cette fin et conserver les livrets de reçus dans un endroit sécuritaire.

Lorsque le représentant officiel fait lui-même imprimer pour son usage des reçus de contribution, sous réserve des exigences prévues à la directive D-M-5 :

- ◆ Transmettre à la Direction du financement des partis politiques du DGE, une confirmation des numéros de série des reçus qui ont été imprimés et y joindre un spécimen de reçu ainsi qu'une photocopie de la facture de l'imprimeur.

Lors de la production de tout rapport financier :

- ◆ Remplir la section 5 du rapport financier annuel relative à la conciliation des reçus.
- ◆ Transcrire dans la première colonne de gauche les numéros de série des reçus contenus dans chaque livret transmis par le DGE ou ceux, le cas échéant, que le représentant officiel a fait imprimer pour son usage et inscrire la quantité de ceux-ci dans la colonne B. La colonne A doit être remplie uniquement lors de la production d'un rapport financier subséquent.
- ◆ Remplir chacune des colonnes C, D, E, F et G en inscrivant respectivement pour chaque livret de reçus :
 - ◆ dans la colonne C – la quantité de reçus délivrés à des donateurs par le représentant officiel;
 - ◆ dans la colonne D – la quantité de reçus délivrés à des donateurs par l'ensemble des solliciteurs désignés par écrit à cette fin. À cet égard, vous devez vous référer à la directive D-M-6;
 - ◆ dans la colonne E – la quantité de reçus abîmés ou annulés. Il faut en outre, inscrire en détail les numéros de série de ces reçus dans l'espace prévu à cette fin et s'assurer de pouvoir retourner toutes les copies d'un reçu abîmé ou annulé;
 - ◆ dans la colonne F – la quantité de reçus perdus. Il faut en outre, inscrire en détail les numéros de série de ces reçus dans l'espace prévu à cette fin;
 - ◆ dans la colonne G – la quantité de reçus qui n'ont pas encore été utilisés.
- ◆ Les copies 1 et 4 des reçus doivent être transmises au trésorier de la municipalité, et ce, à chaque trimestre, soit en janvier, avril, juillet et octobre.

Pour vous aider à remplir la section 5 du rapport financier annuel du parti, vous pouvez utiliser le modèle joint à la présente directive.

PÉRIODE DU _____ AU _____

Nom de la municipalité	
Nom du parti politique	Nom du représentant officiel

CONCILIATION DES REÇUS							
N ^{os} de série des reçus (ventilés par livrets) De : À :	QUANTITÉ DE REÇUS						
	A	B	C	D	E	F	G
	Non utilisés et détenus en début de période (colonne F du rapport précédent)	Obtenus au cours de la période	Délivrés à des donateurs par le représentant officiel (1)	Délivrés à des donateurs par un sollicitateur (1)	Abîmés ou annulés (détail ci-bas) (2)	Perdus	Non utilisés et détenus à la fin de la période
TOTAL							

Numéros de série des reçus abîmés, annulés ou perdus N ^{os}

REMARQUES
(1) Le reçu ne peut être délivré qu'à un électeur de la municipalité qui a fait lui-même une contribution à même ses propres biens. Le représentant officiel doit remettre au trésorier, et ce, à chaque trimestre, soit en janvier, avril, juillet et octobre toutes les copies 1 et 4 des reçus délivrés.
(2) Les reçus abîmés ou annulés doivent être retournés au trésorier ou au DGE ou, sinon, fournir les détails et les motifs des reçus non retournés.

Directive D-M-21

Versement d'une contribution au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds; utilisation d'un site Web et signature électronique

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 427 à 440 et 483)

BUT

Cette directive a pour but de prescrire les renseignements que doit contenir un formulaire utilisé lors de la réception d'une contribution effectuée au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds. La conception d'un tel formulaire incombe au représentant officiel de chaque entité autorisée et ce dernier doit le faire autoriser par le Directeur général des élections avant de pouvoir l'utiliser.

Également, il incombe au représentant officiel de conserver ce formulaire associé au reçu de contribution délivré, lequel permet de valider que les dispositions de la LERM sont respectées.

De plus, cette directive donne des instructions pour recevoir le paiement d'une contribution par carte de crédit via un site Web ainsi que la validation de la signature électronique.

UNE RESPONSABILITÉ DU REPRÉSENTANT OFFICIEL

Il est impératif de préciser que la sollicitation de contribution ne peut être faite que sous la responsabilité du représentant officiel d'une entité autorisée et que par l'entremise des personnes désignées par écrit par le représentant officiel.

Quel que soit le mode de paiement utilisé par l'électeur pour transmettre une contribution, il est toujours de la responsabilité du représentant officiel de s'assurer, par l'application de mécanismes de contrôle suffisants, que la contribution est versée par l'électeur lui-même et à même ses propres biens.

CONTENU DU FORMULAIRE

Lorsqu'un électeur désire verser une contribution en faveur d'une entité autorisée au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds, un formulaire doit être rempli sous forme papier ou sous forme électronique et contenir les renseignements qui suivent :

- ◆ le nom de l'électeur;
- ◆ l'adresse complète de son domicile (n^o, rue, app., ville et code postal, le numéro de téléphone est facultatif), tel qu'établi en vertu du Code civil (art. 75 à 78). Dans le cas d'un électeur non domicilié, il s'agit de l'adresse qui justifie sa qualité d'électeur;

- ◆ le nom de l'employeur du donateur au moment du versement de la contribution;
- ◆ le montant de la contribution à être versée (à cet égard, il faut mentionner à l'électeur la somme maximale permise par la Loi, énoncée à l'art. 431 de la LERM);
- ◆ le type de carte, le numéro de la carte et sa date d'expiration lorsque le versement est effectué par carte de crédit;
- ◆ le nom du détenteur inscrit sur la carte de crédit;
- ◆ le nom de la compagnie émettrice de la carte (ex. : Visa);
- ◆ le nom de l'établissement financier, le numéro de transit de la succursale concernée et le numéro de compte lorsque le versement est effectué par virement de fonds;
- ◆ l'adresse électronique et le numéro de la transaction dans la situation où l'électeur utilise une communication électronique.

Par ailleurs, une section du formulaire doit informer le donateur que :

- ◆ il doit posséder la qualité d'électeur;
- ◆ sa contribution doit être versée par lui-même, à même ses propres biens, incluant l'acquittement de tout solde dû sur sa carte de crédit relativement à sa contribution;
- ◆ le montant de sa contribution ne peut faire l'objet d'un remboursement par un tiers;
- ◆ il doit être titulaire de la carte de crédit ou, aux fins d'un virement de fonds, l'un des détenteurs du compte utilisé;
- ◆ le titulaire principal de la carte ou le propriétaire des fonds du compte utilisé ne peut être une personne morale (compagnie, syndicat, fiducie, etc.).

Lorsque ces informations apparaissent au verso du formulaire, en tout ou en partie, une mention doit être faite au recto afin d'y faire référence.

En outre, le formulaire doit contenir une section distincte, datée et signée par l'électeur, dans laquelle ce dernier consent à ce que l'établissement financier ou l'émetteur de la carte de crédit puisse, pour une période de 3 ans, communiquer au Directeur général des élections, et au représentant officiel de l'entité autorisée à laquelle la contribution est destinée, tous les renseignements relatifs à la carte de crédit ou au compte utilisé aux fins d'une vérification au regard de l'authenticité des renseignements fournis et du respect des règles relatives au financement des partis politiques. En vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, ce consentement doit être manifeste, libre, éclairé et être donné à des fins spécifiques. Un modèle est suggéré en annexe.

Dans le cas où le formulaire est rempli par communication électronique, l'électeur devra obligatoirement apposer une signature électronique en remplissant la case spécifique qui équivaudra à sa signature et donner le consentement décrit au paragraphe précédent (voir annexe).

Une copie du formulaire prescrit par cette directive doit être joint au reçu de contribution délivré et conservé par le représentant officiel pour une période de cinq ans.

Somme toute, pour que la contribution puisse être acceptée, toutes les exigences prescrites par la présente directive devront être remplies.

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE POUR LES TRANSACTIONS VIA UN SITE WEB

Lorsqu'un parti politique décide d'offrir la possibilité d'effectuer le paiement d'une contribution par carte de crédit via un site Web, certaines conditions doivent être respectées afin de se conformer aux articles 429, 430, 434 et 436 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Tout d'abord, une signature électronique doit être complétée par le donateur en répondant à six questions précises. Les articles 429, 430, 434 et 436 de la LERM devront être mentionnés sur le formulaire afin que le donateur puisse en prendre connaissance au moment de verser sa contribution. Voici la forme que doit prendre votre formulaire concernant la signature électronique :

EXEMPLE :

Hyperlien

Pour verser une contribution à un parti politique autorisé, vous devez posséder la qualité d'électeur (art. 429 et 430) au sens de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et votre paiement doit être fait par vous-même et selon les exigences légales (art. 436)

Page 75 sur 86

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

- ☐ J'ai la qualité d'électeur *
- ☐ J'ai pris connaissance des exigences légales *

Je déclare que ma contribution

	<u>Oui</u>	<u>Non</u>
est faite à même mes propres biens *;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
est faite volontairement *;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
est faite sans compensation ni contrepartie *;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
n'a pas fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement *.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cette signature électronique remplace la déclaration de l'électeur (art. 434) qui doit être signée sur chaque reçu de contribution. Cette dernière doit être conservée par le représentant officiel pour une période de cinq ans et être disponible en tout temps aux fins de vérification par le DGE.

De plus, il est souhaitable que l'adresse IP de l'ordinateur où est effectuée la transaction soit conservée avec le numéro de transaction par le représentant officiel aux fins de vérification par le DGE.

Une confirmation de la transaction (n° unique) devra être envoyée par courrier électronique au donateur et au parti politique et devra comprendre les informations suivantes :

- les informations saisies dans le formulaire;
- la signature électronique du donateur;
- les informations relatives au paiement par carte de crédit.

Le parti devra, en tout temps, avoir la possibilité d'imprimer la signature électronique.

CONSERVATION DES DOCUMENTS ET VÉRIFICATION

Le représentant officiel d'une entité autorisée doit, pendant une période de cinq ans suivant la date de transmission du rapport financier, conserver toutes les pièces justificatives permettant de vérifier le respect des dispositions des articles 429 à 436 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités concernant le versement d'une contribution et le mode de paiement utilisé. Les pièces justificatives comprennent notamment le formulaire utilisé et le reçu de contribution.

Si le formulaire a été rempli sous forme papier, il s'agit alors du document original signé par l'électeur.

Dans le cas où le formulaire aurait été rempli sous forme électronique, il faudrait qu'une copie du document ainsi créé sous cette forme électronique soit accessible sur un support papier et que son contenu comprenne l'intégralité des renseignements fournis par l'électeur, incluant sa signature électronique.

SANCTIONS PÉNALES

En vertu de l'article 610,4°, l'électeur qui déclare faussement que sa contribution est faite à même ses propres biens, volontairement, sans contrepartie, et qu'elle n'a fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement commet une infraction et est passible, selon l'article 641.1, d'une amende de 5 000 \$ à 20 000 \$ pour une première infraction dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 10 000 \$ à 30 000 \$ en cas de récidive dans les dix ans. L'infraction constitue une manœuvre électorale frauduleuse faisant en sorte que l'électeur perd l'usage de ses droits électoraux pour une période de cinq ans.

ANNEXE

MODÈLE DU CONSENTEMENT DE L'ÉLECTEUR

CONSENTEMENT DE L'ÉLECTEUR

Je consens, pour une période de 3 ans à compter de la date de ma signature, à ce que l'établissement financier concerné ou l'émetteur de ma carte de crédit communique, au Directeur général des élections et au représentant officiel de l'entité autorisée auquel ma contribution est destinée, tous les renseignements nécessaires afin de vérifier la conformité de ma contribution eu égard aux dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Signature de l'électeur :	Date :
----------------------------------	---------------

Directive D-M-26

Rapport d'activités à caractère politique et revenus accessoires

Renvoi : Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 428 (7°), (7.1°) et 480, (4°), (4.1°))

BUT

Le but de cette directive est de prescrire le formulaire pour la production du rapport d'activités à caractère politique et de fournir le détail des revenus accessoires pouvant être recueillis lors d'activités ou de manifestations à caractère politique.

CADRE D'APPLICATION

La personne responsable de l'activité politique doit remplir le formulaire en indiquant les sommes recueillies lors de cette activité et les dépenses encourues. Celui-ci doit remettre les sommes au représentant officiel qui les dépose dans le compte bancaire concerné, et lui remet également, les factures pour paiement.

Lorsque le prix d'entrée pour une activité ou une manifestation à caractère politique est de 60 \$ ou moins et que vous choisissez de considérer ce prix d'entrée à titre de revenu d'activité sans reçu de contribution, vous devez mettre en place les contrôles nécessaires en vue de démontrer au DGE l'application conforme de cette disposition de la LERM. Par conséquent, le représentant officiel devra donc établir, à des fins de contrôle, une liste des noms et adresses des personnes (physiques ou morales) ayant déboursé un prix d'entrée et qui devra accompagner obligatoirement le rapport d'activités à caractère politique.

Le représentant officiel doit joindre ces rapports lors de la production du rapport financier annuel.

REVENUS ACCESSOIRES

Il est permis de recueillir, lors d'activités ou de manifestations à caractère politique, des revenus accessoires, lesquels ne sont pas considérés comme des contributions. À titre d'exemples, il peut s'agir de revenus de vestiaire, de revenus tirés de la vente de boissons non alcoolisées ou d'articles promotionnels.

Le montant total de ces revenus accessoires doivent être indiqués au rapport financier annuel et détaillés sur le formulaire.

CONDITIONS À RESPECTER

Afin d'assurer la conformité des revenus accessoires, les conditions suivantes doivent être respectées :

AUTORISÉE PAR
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Émise le 1^{er} juin 2009
Mise à jour : juillet 2013
Page 1 de 3

- Les revenus accessoires ne peuvent être recueillis que lors d'activités ou de manifestations à caractère politique;
- Les revenus accessoires doivent être raisonnables, c'est-à-dire peu importants et non récurrents, et ne doivent en aucun cas constituer un revenu commercial ou être assimilés à un tel revenu;
- Les revenus accessoires doivent être en relation avec le nombre de participants aux activités ou manifestations à caractère politique;
- Le représentant officiel doit présenter distinctement au rapport financier les revenus accessoires recueillis au cours de l'exercice financier. Il doit joindre au rapport financier le formulaire détaillant les revenus accessoires, les quantités vendues et le(s) prix unitaire(s).

Les articles promotionnels qui sont vendus lors d'activités ou manifestations à caractère politique sont assimilés à des revenus accessoires. Par contre, des articles promotionnels peuvent être vendus en tout temps en quantité raisonnable et à la condition de ne pas constituer un revenu commercial ou être assimilés à un tel revenu.

APPRÉCIATION DU CARACTÈRE RAISONNABLE PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Le Directeur général des élections évalue le caractère raisonnable des revenus accessoires recueillis par une entité autorisée. S'il ne peut être justifié, tout revenu accessoire dérogeant aux conditions précédemment mentionnées sera considéré comme une contribution non conforme et devra être retournée au trésorier de la municipalité, conformément aux dispositions de l'article 440 de la Loi sur les élections et référendums dans les municipalités.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

DGE-1070-VF (11-03)

Rapport d'activités à caractère politique et revenus accessoires

Nom du candidat indépendant ou du parti :	
Nature de l'activité :	Date de l'activité :
Adresse où s'est tenue l'activité :	

Billets vendus (détails par catég. d'entrée)		Prix unitaire (B)	Somme recueillie (A) X (B)	Répartition	
Catégorie d'entrée	Nbre de billets (A)			Avec reçu de contribution	Sans reçu de contribution
		\$	\$	\$	\$
		\$ +	\$	\$	\$
		\$ +	\$	\$	\$
		\$ +	\$	\$	\$
Total des sommes recueillies à titre de billets vendus			= \$	\$	\$
Revenus accessoires (bar, vestiaire, etc.) *			+ \$		
Total des sommes recueillies (à remettre au représentant officiel)			= \$		

Dépenses engagées pour cette activité :		
Salle	\$	
Impression des billets	+ \$	
Publicité	+ \$	
Nourriture et boissons	+ \$	
Son et éclairage	+ \$	
Assurances	+ \$	
Dépenses payées à même la petite caisse (fournir les détails)	+ \$	
Autres (décrire)	+ \$	
Total des dépenses	= \$	

* Détail des revenus accessoires			
Nature	Quantité vendue	Prix unitaire	Total
Total			

Responsable de l'activité :	
Signature du responsable :	Date du rapport :
Signature du représentant officiel :	Date :